

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 145

27 FEVRIER 1975 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

2,00 F

La querelle PS - P«C»

CONTRE LA FAILLITE DU PROGRAMME COMMUN AFFIRMONS LA PERSPECTIVE DE LA REVOLUTION !

«Le programme commun est un programme de collaboration de classes». Qui a fait cette déclaration la semaine dernière? C'est tout simplement l'un des signataires de ce programme, le «radical de gauche» Caillavet qui ajoute: «sinon nous n'y aurions pas adhéré». Du coup le P«C»F, qui dans sa querelle avec le PS avait un peu baissé le ton depuis la dernière conférence de presse de Mitterrand, y voyant même un recul du PS, repart en guerre: il ne peut sans risque laisser ses alliés faire de telles déclarations, caractériser de manière aussi exacte le programme commun. Aussi «L'Humanité» prend-elle à parti Caillavet, pas précisément sur cette déclaration que le P«C»F préfère ne pas publier dans son journal, même pour la critiquer, mais sur une autre très révélatrice elle aussi: «Notre hostilité à la politique de ce gouvernement n'est pas systématique... Nous admettons fort bien que sur certains points le président de la République ait jugé nos idées bonnes et les mette en applications». Voilà avoué, par l'un des signataires du programme commun, que la politique de Giscard s'inspire sur plusieurs points de ce programme, que les travailleurs ont déjà avec Giscard un avant goût de ce que sera le programme commun. En se querellant ainsi sur la place publique, les partis de «gauche» rendent sans le vouloir un fier service aux travailleurs. Ils leur révèlent la véritable nature de cette «union de la gauche» tant vantée, la vraie nature du programme commun. En 6 mois de querelles les travailleurs en ont appris encore plus qu'en 2 ans de pratique «unitaire». Qu'en on juge.

LE P.S., PARTI BOURGEOIS

A travers les attaques que le P«C»F a lancé au PS, il se dégage une série de choses justes sur le P.S. que d'ailleurs nous avons toujours clairement soulignées, particulièrement depuis la signature du programme commun et l'opération de rénovation du PS entreprise par Mitterrand au congrès d'Épinay. Effectivement le PS n'a pas rompu avec son passé de collaboration de classes, avec la vieille SFIO; personne

n'a entendu parler de la liquidation des notables de la vieille SFIO, et par exemple dans les fédérations les plus importantes, Bouches du Rhône, Nord, les Defferre, Maurois, anciens chefs de la SFIO ont conservé leur place et jouent un rôle décisif dans le sillage de Mitterrand à la tête même du parti.

Effectivement le PS est parfaitement prêt à gérer les affaires de la bourgeoisie aujourd'hui; son passé, son attitude dans les municipalités, les déclarations de ses dirigeants le confirment.

Effectivement le PS dans sa position de parti charnière garde deux fers au feu, à la fois la possibilité de rompre l'union de la gauche et de s'intégrer à une majorité giscardienne, à la fois la possibilité de gouverner avec le P«C»F; c'était même là tout le sens de l'opération d'Épinay: grâce au certificat de «parti de gauche» décerné par le P«C»F au PS, nouveau nom de la vieille S.F.I.O., faire acquiescer à ce parti un poids électoral tel qu'il apparaisse nécessaire à toute combinaison gouvernementale.

Effectivement le PS ne se sent guère tenu par la lettre du programme commun, Mitterrand lui-même dans sa campagne présidentielle ne s'est pas battu sur ce programme, mais sur un autre programme de collaboration de classes en retrait par rapport au programme commun.

Mais ce faisant, en évoquant publiquement une série de faits que jusqu'ici il taisait, que dans ses propres rangs il minimisait quand des militants posaient des questions là-dessus, le P«C»F amène les travailleurs, et certains de ses militants à ne pas en rester à ces vérités sur le P.S. mais à se poser d'autres questions. Loin de se satisfaire des accusations lancées par le P«C»F, où il vise à se blanchir face au PS trop ouvertement compromis, les travailleurs adressent leurs questions au P«C»F lui-même. Comment se fait-il qu'on découvre aujourd'hui la nature du PS et son double jeu? Comment se fait-il que lors des présidentielles de mai 74, aux militants qui s'interrogeaient sur la campagne de Mitterrand, la direction du P«C»F fournissait pour seule directive: collez les affiches de Mitterrand, et ne compromettez pas

l'union de la gauche par vos questions. Comment se fait-il que ces partis comme le PS et les «Radicaux de gauche» dont on «découvre» le caractère bourgeois aujourd'hui se soient si facilement identifiés pendant tout un temps avec le programme commun; Quelle autre perspective le P«C»F offre-t-il... que de ressouder «l'union de la gauche» et d'appliquer ce programme commun?

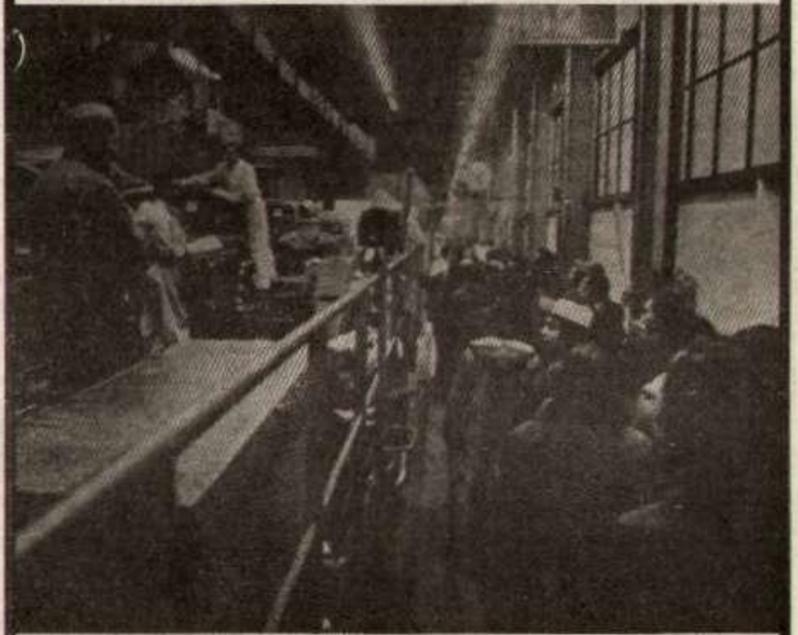
LE P«C»F DANS L'IMPASSE

A ces questions le P«C»F est bien en mal pour répondre. Certes le durcissement en paroles qu'il a fait dans certains discours et déclarations depuis le 21^e congrès, change par rapport au langage qu'il tenait précédemment, par exemple aux gaullistes ou à d'autres au lendemain de l'élection présidentielle. Alliez-vous avec nous disait-il alors à Sanguinetti et à ses amis, oublions ce qui nous a séparé, nous avons beaucoup de points communs, votre place est dans l'union du peuple de France. Aujourd'hui ces appels sont plus rares et moins bruyants on le comprend: d'une part les gaullistes dissidents, assez rares en fin de compte, sont plutôt allés tourner autour du PS et des radicaux de gauche, délaissant les appels de Marchais et d'autre part le P«C»F aurait du mal à justifier devant ses militants, devant les masses une alliance avec les gaullistes, alors qu'il villipende à juste titre le PS pour son passé bourgeois; sur ce plan-là les gaullistes ont un dossier bien chargé que le P«C»F aurait du mal à blanchir. Mais les travailleurs ne se contentent pas d'un durcissement en paroles, de l'affirmation maintes fois rabachée que le P«C»F est le «parti révolutionnaire, le parti de la classe ouvrière». Mis en garde par les divergences PS - P«C», par les révélations sur le contenu du programme commun, ils attendent des perspectives claires. Or de ce point de vue là, au delà d'un verbiage révolutionnaire, les propositions du P«C»F se résument à... ressouder l'union de la gauche, appliquer le programme commun. Comme le disait Marchais récemment: «il faut appliquer tout le programme commun, rien que le programme commun» aussi

(Suite page 2)

●Renault:
nombreux arrêts
de travail dans
les ateliers

p 4-5



arrêt de travail et manifestation à l'île Seguin

●école: les réformes
Haby - Soisson:
adapter l'école aux
besoins immédiats
du capitalisme

p 3

●armée:
manifestation des
appelés à Verdun
contre la mort
d'un de leurs
camarades

p 6

(Suite de la page 1)

de plus en plus nombreux les travailleurs en viennent à mettre en cause le P«C»F et ses propositions. S'agit-il du «parti révolutionnaire de la classe ouvrière», ce parti qui présente cinq des siens aux élections de délégués du personnel à Lip sous l'étiquette CGT. Les travailleurs de Lip ne s'y sont pas trompés: massivement ils ont refusé de voter pour ces militants adeptes avoués de la collaboration de classes, défenseurs du plan de Giraud qui entérinait le licenciement de nombreux travailleurs. S'agit-il du «parti révolutionnaire de la classe ouvrière», ce parti qui à Bretoncelles attaque ouvertement les ouvriers de Piron en lutte contre leur licenciement, les taxant d'aventuristes parce qu'ils n'hésitent pas à recourir à des formes de lutte rompant avec la légalité bourgeoise. Quand ils se risquent à assister à des réunions d'ouvriers de chez Piron, les représentants du P«C»F se voient à juste titre réclamer des comptes par les travailleurs, et en fin de compte ils sont hués et mis à la porte. S'agit-il du «parti révolutionnaire de la classe ouvrière», ce parti qui à Liévin dénonce la Commission Populaire d'Enquête, tente de mettre des entraves à la mobilisation des mineurs qui veulent mettre en accusation les Houillères. La sécurité des mineurs est-elle d'abord leur affaire, l'affaire de leur mobilisation, ou celle d'une conférence proposée par le P«C»F entre le préfet et les dirigeants syndicaux? Aujourd'hui tous les éléments de la vie politique permettent aux travailleurs de mesurer «l'ampleur» des «changements profonds» proposés par le P«C»F. Le gouvernement Giscard ne

vient-il pas de donner en 8 mois un avant goût aux travailleurs des «bonnes idées» du programme commun, pour reprendre l'expression de Caillaud. Parce que la loi sur l'avortement, les projets de Giraud, le droit de vote à 18 ans, la réforme de l'entreprise de Sudreau, toutes ces lois, tous ces projets de loi qui alimentent le néo-libéralisme de Giscard d'Estaing sont directement tirés... du programme de la gauche. Ainsi, concrètement aujourd'hui les travailleurs font avant l'heure l'expérience qu'il s'agit bien d'un programme de collaboration de classes. Toutes les dénégations du P«C»F n'y changent rien. Certes les nationalisations du programme commun n'ont pas été reprises par Giscard, mais quel travailleur verra dans ces nationalisations une mesure révolutionnaire, alors qu'à Renault ou dans les Houillères, la classe ouvrière vérifie chaque jour que ces entreprises nationalisées sont des bagnes capitalistes; les travailleurs de Berliet, usine récemment passée sous le contrôle de l'Etat ont-ils vu un quelconque changement dans leurs conditions de vie et de travail? Non, évidemment.

LE FOND DE LA QUERELLE

Ainsi cette querelle PS-P«C» contribue à aider tous les travailleurs à mesurer le fossé qu'il y a entre leurs aspirations à une nouvelle société, au socialisme, et ce que propose le P«C»F et son programme commun. Le fond de la querelle n'est pas comme le dit le P«C»F «gérer le capitalisme» ou «appliquer le programme commun», mais «gérer le capitalisme avec le

programme commun» ou «gérer le capitalisme sans le programme commun». Ce faisant les travailleurs peuvent aujourd'hui clairement saisir ce qui a poussé le P«C»F à déclencher cette querelle.

► tenter d'atténuer les contradictions qui se sont développées entre les masses et la ligne révisionniste, particulièrement sur le thème de l'élargissement de l'union aux gaullistes, de l'appel aux petits patrons, du rejet du socialisme à un horizon très éloigné... Ces contradictions qui ont un écho y compris au sein même du P«C»F chez certains militants de base, le P«C»F a cherché à les étouffer par son durcissement apparent. En vain, il amène de ce fait les travailleurs à se poser plus de questions qu'il n'en résoud!

► tenter de limiter la progression électorale du PS à son détriment. Le coup de semonce des législatives partielles de septembre 74, a montré clairement à la direction révisionniste à qui profitait l'union de la gauche. Le PS, de parti moribond en 1969 (15% aux présidentielles), dépassait le P«C»F, affirmant avec plus d'autorité son rôle de parti charnière. Le P«C»F, sous peine d'apparaître devant les masses comme le second rôle de «l'union de la gauche» se devait de tenter de limiter l'influence de son rival. Si les sondages semblent indiquer qu'il y est partiellement arrivé, ils ont cependant une signification limitée; d'abord le P«C»F peut se permettre d'attaquer son rival, parce que l'on n'est pas en période électorale, mais il ne pourrait poursuivre, sans déconsidérer encore plus gravement «l'union de la gauche», ces attaques à proximité des élections.

Ensuite parce que toutes les campagnes du P«C»F ne sauraient priver le PS de sa place de parti charnière; c'est le PS qui est maître du maintien ou non de l'union de la gauche. Tout au plus le P«C» peut-il tendre les rapports entre les deux partis, mais il ne saurait prendre l'initiative de la rupture alors qu'il n'a d'autre perspective à offrir aux travailleurs que la victoire électorale de l'alliance PS - P«C».

► tenter de préparer l'avenir, et l'éventualité d'une rupture de l'union de la gauche, avec la participation du PS au gouvernement giscardien. Le P«C»F sait qu'il aura, si cette occasion se présente, des comptes à rendre aux travailleurs, qui, beaucoup plus massivement qu'aujourd'hui, lui demanderont dans quelle voie de garage il les a fourvoyés. La campagne sur le PS vise à préparer cette éventualité, à accumuler quelques faits laissant entrevoir cette possibilité de rupture pour pouvoir se justifier devant les travailleurs, si cette rupture se produit: «nous vous l'avions bien dit». Une telle justification sera bien faible! Alors que les travailleurs verront s'effondrer le mythe de l'union de la gauche, ils ne sauront se contenter d'un «nous vous l'avions bien dit», et discernent dans le P«C»F un parti bourgeois, comme son compère le PS.

OUI LA REVOLUTION EST POSSIBLE

Le développement de la querelle PS-P«C» entraîne inévitablement un aiguisement des contradictions entre la «gauche» et les masses. Jusque dans les rangs du P«C»F on voit aujourd'hui les

militants s'interroger sur les propositions de leur propre parti. A Liévin nous avons pu voir des militants de base du P«C»F, nous inviter à leur réunion de cellule pour discuter de nos propositions; à Liévin toujours nous avons vu des militants du P«C»F prendre notre presse et la faire circuler chez les mineurs; d'autres soutiennent les initiatives de la Commission Populaire d'Enquête...

Ces exemples sont significatifs parce qu'ils montrent le degré des contradictions dans le parti révisionniste, parce qu'ils montrent les difficultés des révisionnistes à faire prévaloir leur point de vue y compris dans leur parti.

Aujourd'hui face à l'alternative de l'union de la gauche, qui apparaît de plus en plus comme une solution de rechange pour le capitalisme, une autre perspective doit s'affirmer clairement dans les masses: celle de la révolution socialiste, celle de la suppression du pouvoir bourgeois et l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans. Les questions posées par les travailleurs dans leurs luttes, dans leur vie de tous les jours, montrent que ces aspirations existent et se développent. Il faut les affirmer; il faut qu'elles deviennent un courant irrésistible.

Travailleur, toi qui refuses la voie de garage de l'union de la gauche et du programme commun, toi qui veux ouvrir dès aujourd'hui au travail révolutionnaire, rejoins notre Parti, rejoins le PCR (m-l). Viens avec nous construire le parti de la classe ouvrière, capable de tracer dans les luttes quotidiennes, la perspective de la révolution socialiste.

L'affaire Portal: une justice pourrie jusqu'à la moelle

Nouvelle «affaire Dreyfus», nouvelle «affaire Calas»... les journalistes bourgeois, «France-Soir» en tête, se découvrant tout à coup des âmes de justiciers, ont enfourché un cheval de bataille inattendu: rétablir la vérité sur «l'affaire Portal», rendre justice à la mère et à la fille «expropriées par la force de leur domaine».

Appel à l'opinion publique dans «France Soir» qui en a fait ses «une» pendant 4 ou 5 jours, discours grandiloquants de journalistes, de «personnalités» accusant la justice, et déclarant «je m'appelle Portal» parce qu'ils découvrent que le système judiciaire, économique, politique dans lequel nous vivons est injuste, vol, assassinat... Tout cela est bien orchestré, trop bien orchestré.

LA JUSTICE BOURGEOISE : UN ENGRENAGE BIEN RODE

«l'affaire Portal», qu'est ce que c'est ? Une rivalité pour un héritage... le vaste domaine de la Fumade aux 3/4 laissé en friches était convoité par plusieurs parents du propriétaire, le baron de Portal, bien avant sa mort... réglée par des «hommes de loi»... Un notaire (déjà inculpé pour une escroquerie) fait signer une reconnaissance de dettes de 70.000 F au baron, avant sa mort, alors que d'après les médecins eux-mêmes, celui-ci ne jouissait plus de toutes ses facultés mentales, et de plus il n'est pas prouvé que ces dettes existent réellement.

Des hommes de loi lui font signer en plus 31 hypothèques sur son domaine. Une fois mort, le domaine grevé de dettes (réelles ou fausses) est vendu 400.000 F, c'est à dire un prix dérisoire par rapport aux prix habituels.

Pour cette vente semble satisfaire une partie de la famille Portal, la femme du baron et ses 2 enfants ne l'entendent pas ainsi et s'estiment expropriés de leur bien. C'est alors la résistance pacifique puis violente pour garder la propriété. Deux ans passent où se multiplient les avis d'expulsion. Mais là, la machine judiciaire grippe : un simple bout de papier ne suffit pas à expulser des gens qui s'y refusent.

... relayés par la police... Alors c'est le mécanisme classique qui se déclenche : la justice fait place à la police qui, elle, donne l'assaut au domaine le 13 janvier, et tue le fils. La justice est satisfaite : l'arrêté rendu a été appliqué.

...elle même relayée par les «psychiatres». Mais il reste encore deux grains de sable gênants : la mère et la fille qui savent beaucoup trop de choses et ne semblent pas prêtes à se résigner à la perte du domaine.

Alors c'est simple : nouveau chassé-croisé après les matraquages et les fusils, ce sont les «médecins» des asiles psychiatriques qui se

chargeront de les réduire au silence. Le jour même de l'expulsion, la mère et la fille sont internées dans un asile et déclarées «folles» par 3 sommités médicales.

QUE MONTRE «L'AFFAIRE PORTAL» ?

La justice bourgeoise sous son vrai visage: des signatures arrachées par la force ou la ruse, des hommes de loi que la morale n'encombre pas, un arsenal judiciaire que l'Etat bourgeois sait relayer par ses «flics» ou ses «médecins» quand les lois ne suffisent plus... justice avariée jusqu'à la racine, aussi pourrie que le système d'exploitation, de vols qu'elle sert à maintenir. Pourquoi tant de battage? Au fond rien de plus banal que l'affaire Portal: des héritiers qui se volent ou se tuent pour avoir la plus grosse part de l'héritage, c'est chose normale, courante, dans une société fondée sur l'appropriation capitaliste, sur le vol d'une partie de la société par l'autre.

Alors pourquoi la bourgeoisie étale-t-elle au grand jour les «défauts» de sa justice? D'abord, il s'agit de montrer quelques failles du système pour mieux dissimuler contre qui cette «justice» est dirigée.

● tous les jours, 5 paysans (en moyenne) criblés de dettes, sont obligés d'abandonner leur ferme et de s'inscrire comme chômeur à la ville.

● tous les jours des centaines de ménages ouvriers voient leurs meubles saisis parce qu'ils ne peuvent plus payer les traites.

● des familles (dont beaucoup d'immigrées) sont expulsées par la force de leur logement parce qu'elles doivent 4 ou 5 mois de loyer.

On monte en épingle une affaire, témoin de la pourriture du système, mais on se garde bien, P«C»F compris, de dire contre qui tout cet appareil si bien rôdé est dirigé: contre la classe ouvrière qui par son travail produit les richesses mais ne les possède pas.

Ensuite cette «affaire» sert les projets de la bourgeoisie: ce n'est pas «la pression de l'opinion publique» comme voudrait la faire croire «France-Soir», qui a provoqué la volte-face de Lecanuet (accordant la libération partielle des Portal, deux jours après avoir déclaré toute sa confiance dans le verdict des psychiatres). En prenant lui aussi des airs de Don Quichotte à la recherche de la vérité (s'emparant d'un dossier judiciaire de 300 KG pour le reprendre à zéro...!) Lecanuet rentre dans le jeu libéral, réformiste de Giscard. Une réforme de la justice? Giscard en a déjà parlé; mais que pourra changer Lecanuet à la justice bourgeoise; chargé de perpétuer la légalité de la propriété bourgeoise, que pourra-t-il réformer, sinon... seulement le vocabulaire comme l'a déjà proposé Giscard.

Conseil national de l'UDR

CHIRAC A FAIT LE MENAGE

Deux mois après son coup de force du 15 décembre, Chirac s'est fait plébisciter au dernier conseil national de l'UDR, seul candidat au poste de secrétaire général, il a été réélu à la quasi unanimité. Après les remous et les hauts cris du conseil national du 15 décembre, la bataille attendue n'a pas eu lieu. En deux mois, Chirac a réussi à transformer la défaite de ses adversaires en déroute.

Élu, à la condition que son mandat ne serait que provisoire, Chirac avait dû faire face à une opposition qui s'organisait pour résister. Au lendemain de son élection se constitue un groupe de 34 parlementaires qui lui sont opposés. On y retrouve notamment Guichard, Debré... et Chalandon qui s'étaient indignés du «coup de main» de Chirac, sans faire officiellement parti du groupe des 34, a assisté à sa première réunion constitutive. Noyau de l'opposition à Chirac, ce groupe restera pourtant sans lendemain. Chirac lui a brisé les reins, d'une part en ralliant une partie des opposants à sa politique en leur donnant des places à la direction de l'UDR, et d'autre part en se gagnant l'appui des cadres intermédiaires. Le premier soin de Chirac sera d'apaiser ses adversaires, verbalement il s'engage à défendre les principes gaullistes. Mais surtout pour rallier à sa cause une partie importante des opposants, il leur confie des postes à la direction de l'UDR, ainsi Chalandon, Guéna promu secrétaire généraux adjoints oublient leur indignation vis à vis des méthodes de Chirac et deviennent ses plus zélés partisans. Par ces promotions, ainsi que celles de personnalités dites libérales: Neuwirth, Taittinger... Chirac se rallie la presque totalité des membres d'une opposition désunie, hésitant entre diverses voies: le ralliement à Jobert, la démission de l'UDR, comme Boulin qui a changé d'avis quelques semaines après, Peyret, Ribière ou l'opposition interne, Charbonnel, Chaban Delmas...

Sa position au sommet de l'appareil renforcée, Chirac s'attaque ensuite au renouvellement des cadres intermédiaires. En Corrèze l'élection de Charbonnel est annulée. Des délégués nationaux font le tour des fédérations pour rallier «la base» au premier ministre. Il réunit le 12 janvier à Paris, 700 secrétaires fédéraux et secrétaires de circonscription, qui trop heureux que, pour une fois, un dirigeant de l'UDR semble vouloir prendre leur avis, ça n'était jamais arrivé - se rallient aux options de Chirac.

Du même coup, privés d'une partie de leurs troupes, perdant du fait de leurs hésitations tout crédit auprès de «la base», les opposants au 1er ministre tirent la conclusion logique de leur isolement. Chaban Delmas, sans attendre une nouvelle déconfiture, prend les devants, annonçant qu'il se met «en réserve de la République!». Pendant le conseil, les «barons» se taisent, seul Debré prononce un discours mais sans fournir d'orientation précise, laissant la place libre à Chirac.

La confirmation incontestée de Chirac à la tête de l'UDR, signifie en même temps la confirmation de l'adhésion à la politique de Giscard.

Après le dernier conseil national où Chirac a ainsi confirmé assez aisément sa reprise en main de l'UDR, il peut sembler que Giscard dispose d'une majorité présidentielle cohérente et de la stabilité suffisante pour mener à bien sa politique.

Il devra pourtant compter avec la rivalité Chirac-Poniatowski, qui malgré leurs déclarations de parfaite entente, demeurent concurrents pour l'influence respective de leurs formations au sein de la majorité qu'ils veulent soit conserver: pour l'UDR, soit accroître pour les Républicains Indépendants; ils prétendent tous les deux au leadership de la majorité.

Il devra également s'attendre en cas de glissement accentué en politique étrangère vers les positions US, à une réaction qui allant au-delà des velléités des «barons», pourrait regrouper de manière plus conséquente qu'aujourd'hui, une partie de ceux qui dans l'UDR ou à l'extérieur restent défenseurs des thèmes gaullistes.

Serge LIVET

Un maillot de coureur cycliste, des chaussures à pointes, un costume de théâtre... ce sont les nouveaux oripeaux que l'UDR exhibe pour se donner une nouvelle jeunesse; en effet, Guy Drut, Louison Bobet et Line Renaud viennent d'être nommés au Conseil National parmi 20 autres personnalités non politiques. Si la bourgeoisie espère par là masquer la crise politique qui la secoue et trouver un appui chez les travailleurs, elle en est vraiment à de piètres extrémités.

LE CHANGEMENT DE GISCARD A L'ECOLE ET A L'UNIVERSITE

La réforme Haby: sous-qualification et sélection...

Dès l'école maternelle, on permettra aux plus «doués» (français, calcul), d'aller plus vite, en rentrant dès 5 ans au cours préparatoire, en sautant des classes. Résultat: les uns entreront en 6ème à 9 ans, les autres de 11 à 14 ans. Des «bonnes filières» seront ensuite écartés la plupart des élèves qui se retrouveront dans des classes dites «de soutien» dont le niveau sera plus faible, ce qui aggravera encore l'écart avec les «meilleurs».

Désormais plus personne ne pourra se plaindre d'avoir été mal orienté; la réponse de l'école sera claire: «il fallait prendre un bon départ». Or «prendre un bon départ» pour la majorité c'est bénéficier d'un milieu social favorable.

En instituant des filières dès l'école primaire (une rapide et une normale), la réforme Haby met en évidence plus que jamais le fondement réactionnaire de l'idéologie bourgeoise: l'inégalité naturelle, les différences d'intelligence entre les individus dès leur plus jeune âge - sans mettre cette inégalité, ces différences en rapport avec le milieu social d'origine des élèves.

L'ECOLE DE LA SOUS-QUALIFICATION ET DE LA SELECTION

Le nombre sans cesse croissant des jeunes chômeurs, celui plus important encore de ceux qui ayant une formation déterminée, n'exercent pas le métier correspondant, a conduit la bourgeoisie à renoncer au système ancien de spécialisation:

1) - les élèves des classes dites de soutien sous prétexte d'être mieux en contact avec la vie, devront se livrer à des activités manuelles diversifiées analogues à ce qui se fait aujourd'hui dans les classes «pré-professionnelles de niveau» (anciennement classes pratiques) à savoir: juste de quoi acquérir des réflexes et des méthodes de travail nécessaires à un emploi d'OS facilement reconvertisibles.

2) - les CET, ancienne formule, seront remplacés par des lycées d'enseignements professionnels. Les nouveaux établissements prépareront des CAP et des BEP en 2 ans: ce type d'examens en 2 ans, sont ceux qui aujourd'hui, font appel aux connaissances générales les plus développées (dessinateurs, électro-techniciens...). Ils formeront des ouvriers plus qualifiés, aptes même à certaines tâches d'encadrement dans des branches où on en a besoin. Le fait qu'ils se préparent après la 3e limitera considérablement le nombre des candidats.

Les autres CAP, actuellement dévalorisés en raison des difficultés qui touchent certains secteurs (bâtiment, habillement...) seront directement préparés, à partir de la fin de 5e dans les centres de Formation d'Apprentis, l'examen restant le même, mais la formation générale étant considérablement restreinte, de nombreux échecs sont à prévoir pour les élèves qui suivront cette filière.

Enfin pour obtenir ces diplômes, il faudra une note suffisante dans un certain nombre de matières et non plus la moyenne générale. La

bourgeoisie pourra ainsi faire échouer autant d'élèves qu'elle voudra à partir d'une seule matière barrage (les maths par exemple) pour disposer ainsi d'une main-d'œuvre qualifiée, mais sans diplôme, donc sous-payée.

3) - Enfin la réforme du second cycle et l'instauration du double baccalauréat permettent:

- d'instaurer un barrage plus étanche pour l'entrée en faculté (deux examens valent mieux qu'un)

- d'institutionnaliser le principe des bacs qui ne conduisent pas au supérieur, grâce à un compliqué système d'options. On pourra dire au bachelier: «vous ne pouvez aller dans telle ou telle fac, car l'assemblage, librement choisi par vous, de vos options, ne le permet pas».

- d'orienter directement vers la vie active (surtout vers les emplois administratifs) une masse de lycéens qui les années passées, traînaient pendant un ou deux ans à l'université et devaient en fin de compte se résigner à chercher un emploi.

Telle est l'école de la crise que nous propose Haby: rationaliser la situation existante en aiguillant à chaque étape les «plus faibles» vers des sections préparant directement au travail. Dans les faits, cela veut dire: appauvrissement sur tous les plans des connaissances diffusées, soumission plus grande du futur travailleur à la volonté du patron et à l'organisation capitaliste du travail.

Renforcer la mainmise du patronat sur l'école: A chaque palier, sont donc prévus des stages de formation baptisés du titre pompeux de «banc d'essai». Au niveau de la 5e par exemple, cela élargit considérablement le système mis en vigueur par la loi Royer, qui présente de nombreux avantages pour les capitalistes:

1- une main d'œuvre gratuite, abondante,

2- un contrôle du patronat sur la future main d'œuvre locale

3- une intervention du patronat dans les affaires pédagogiques (pressions, pistons...)

Le renforcement de l'autonomie des établissements va dans le même sens. Le compliqué système d'options permet en fait d'instaurer une véritable concurrence entre eux, les uns disposant de l'encadrement et du matériel nécessaires à l'apprentissage dans les matières les plus complexes, les autres n'en disposant pas.

Le choix de quel établissement en disposera dépendra en fin de compte de la situation de l'emploi et des besoins en main d'œuvre.

ETOUFFER LES LUTTES DE LA JEUNESSE

Une démagogie forcée:

- multiplier le système des options pour donner aux élèves l'illusion qu'ils choisissent librement une section, alors que la bourgeoisie reste maîtresse des critères d'attribution des diplômes.

- développer l'idée que ce sont les plus intelligents qui s'en sortent, l'idéologie de la loi de la jungle (ou du renoncement pour les plus faibles) en faisant se cotoyer en 6e, 5e des élèves de niveau inégal.

- tenter d'éliminer la critique faite aux examens en renforçant la part du «contrôle continu».

- donner à l'orientation un caractère encore plus paternaliste en faisant venir dans les jurys des parents aux côtés des profs et psychologues (quels sont ceux qui prendront sur leur temps de travail pour aller dire amen à ce que proposent des gens si «cultivés», si «compétents»).

pour un renforcement de la répression:

- pour ce qui est du développement de la liberté d'expression, la position du ministre bourgeois est claire: «sous couvert de liberté de l'information, on ne peut envisager d'ouvrir l'école au sectarisme, à l'endoctrinement et à la manipulation, de laisser se développer en son sein des affrontements brutaux de partis ou d'idéologies. De très grands nombres de jeunes qui se refusent à juste titre à aliéner leur liberté de jugement, seront d'accord avec les responsables du fonctionnement du système éducatif pour interdire ou sanctionner de tels viols de l'esprit». (déclaration de conclusion du projet de réforme: Le Monde 13/2/75).

Le renforcement du personnel de surveillance (nomination de sous-proviseurs) et de leurs pouvoirs disciplinaires, dans la droite ligne de la circulaire Guichard, laisse à penser, comme l'expérience le montre déjà, que des sanctions de plus en plus lourdes frapperont tous ceux - et en premier lieu les jeunes révolutionnaires - qui d'une façon ou d'une autre s'opposent à la diffusion de l'idéologie bourgeoise impérialiste à l'école, et impulseront le courant de «servir le peuple».

QUEL ENJEU, QUEL AVENIR ?

Bien des obstacles s'opposent généralement à la

mise en route d'un projet de réforme: lourdeurs administratives, nécessaire recyclage (même pour la forme) des professeurs, équipement des établissements, définition des programmes... etc. Cependant, l'ampleur du projet, que complète celui de Soisson, la précision des points clés de la réforme, montrent que ce n'est pas là un texte de circonstances, mais une arme importante de la bourgeoisie pour mettre au pas, sur tous les plans, la jeunesse.

Si Poniatowski multiplie aujourd'hui les avertissements sur la rentrée des flics dans les universités (et donc dans les lycées) c'est que la bourgeoisie entend faire face à la riposte des larges masses de la jeunesse.

Au-delà des questions techniques sur lesquelles se polariseront révisionnistes et réformistes, la question de fond reste celle de «pour qui fonctionne cette école?» Pourquoi une telle succession de réformes contradictoires? Quelle idéologie veut-on nous inculquer? Quel avenir nous réserve cette école?

A ces questions, qui sont aujourd'hui l'affaire des masses, les cercles jeunesse du PCR (m-l) répondront en impulsant la lutte sur les mots d'ordre:

- à la poubelle la réforme Haby
- non à l'école de l'impérialisme en crise
- liberté d'expression dans les écoles
- pour l'école au service du peuple, une seule solution: la révolution, le pouvoir des ouvriers et des paysans
- construisons l'Union Communiste Révolutionnaire de la Jeunesse.

Jean-François VITTE



manifestation des jeunes contre la loi Fontanet...

les mesures Soisson:

« en finir avec les étudiants mal formés... »

«Si le monde universitaire a été trop souvent tenu à l'écart de ce qui se passait depuis plusieurs années, il convient de le faire participer aux transformations de la société que souhaite le gouvernement».

Soisson - «Le Monde» 23/1/73

Préparées de longue date par des réunions entre d'Ornano, ministre de l'Industrie, Poniatowski, ministre de l'Intérieur et Soisson, préparées par une série d'expériences comme les IUT et le DEUG l'an passé, les mesures Soisson qui prolongent la réforme Haby paraissent revêtir une importance considérable pour la bourgeoisie. Si on ne sait pas exactement quand elles vont être appliquées, les menaces de Poniatowski de faire intervenir les flics sur les campus rappellent que la bourgeoisie tient à leur application coûte que coûte. Le caractère réactionnaire de ces mesures nécessite une riposte massive et rapide.

Les maîtres-mots de la réforme sont autonomie et régionalisation. L'autonomie, c'est le droit pour chaque université de limiter l'accès à ses enseignements; la 2ème partie du bac ne sera plus suffisante pour entrer à l'université de son choix ou de son lieu d'habitation. Dans chacune des 7 régions universitaires qui rassemblent plusieurs universités si, l'une au moins devra appliquer le plancher national exigé pour le bac,

les autres, elles, définiront la hauteur de la barre à leur guise. Ainsi va-t-on vers des facs d'élite et vers des facs du tout-venant, on aboutit à la liquidation du diplôme national.

En plus d'une sélection accrue, cette mise en place de facultés concurrentielles permet:

Un contrôle accru de l'Etat capitaliste sur l'enseignement: Sous forme de «contrats de programme»: «Les universités les plus dynamiques seront les plus favorisées, ce qui est normal dans un monde compétitif» Soisson à «L'Express» 11/11/74. Pour ce qui est des critères de dynamisme, on peut en juger.

Un appel massif aux capitaux privés: Dans le cadre de la régionalisation et de l'autonomie, l'argent patronal comme celui de l'Etat s'investira là où les intérêts du capitalisme auront été bien compris, dans les facs d'élite les moins agitées. Le nombre des «Délégués aux Relations Industrielles» (DRI) créés en 1972, ingénieurs, qui dans chaque région donnent le point de vue des capitalistes sur les enseignements, va augmenter. Leur rôle aussi. Il faudra désormais justifier auprès d'eux de «l'intérêt» de tel ou tel sujet de diplômes, de thèses.

Une ingérence directe du patronat dans la formation: Toute recherche ne sera possible que si les patrons financent, mais en plus pour avoir son diplôme, il faudra aussi avoir fait un stage

dans la branche qu'on a choisie. Il est évident que le résultat du stage dépendra étroitement de la capacité de l'étudiant à se montrer un auxiliaire zélé de l'exploitation ou de la gestion. Ainsi allons-nous voir de plus en plus de patrons dans les jurys.

A quels objectifs répondent les mesures Soisson? En finir avec une situation d'un grand nombre d'étudiants «mal orientés et, j'irai plus loin, mal formés» (Soisson «Express»). En finir avec ces contingents d'étudiants en lettre ou en sciences qui deviennent auxiliaires des PTT ou OS. Pendant ce temps, les capitalistes ont répondu à cette situation par le développement d'écoles privées liées aux industries, banques, assurances... pour former les cadres moyens dont ils ont grand besoin. Il faut aujourd'hui à la bourgeoisie réadapter radicalement son Université aux besoins capitalistes immédiats. La situation de crise dans laquelle se trouve plongé l'impérialisme français, avec des difficultés économiques qui rejaillissent directement sur les débouchés offerts aux étudiants, rend encore plus urgente la réforme de l'Université.

C'est dans ce cadre que se situe la réduction massive de débouchés traditionnels comme l'enseignement, la médecine et l'orientation contraignante vers l'administration, le commerce, la gestion, la technologie...

inaugurées par le DEUG y compris pour les étudiants en lettres.

C'est dans ce cadre que se situent la remise en ordre idéologique par le contrôle patronal, le bachotage des partiels, les appels dans les cours etc... Renforcer le ghetto universitaire, l'esprit de compétition pour empêcher toute alliance de la jeunesse intellectuelle avec les masses populaires au moment où une crise politique profonde amène la progression des idées révolutionnaires dans les masses et rend proches de grands affrontements de classe.

UNE RIPOSTE IMMEDIATE EST NÉCESSAIRE

Nous n'avons aucune illusion, seule la révolution permettra une Université du peuple, au service du peuple. Cependant nous devons nous opposer résolument à la transformation massive de la jeunesse intellectuelle en auxiliaire de l'exploitation, de l'oppression de la bourgeoisie.

Les étudiants, qui par le passé, ont montré leur capacité à soutenir la lutte des peuples contre l'impérialisme, à soutenir les luttes de la classe ouvrière, sauront se mobiliser pour mettre en échec cette réforme de crise de la bourgeoisie. En cela ils apporteront une aide efficace au mouvement révolutionnaire des masses.

Bertrand MARQUET.

LA CLASSE OUVRIERE A L'ACTION CONTRE LES LICENCIEMENTS, POUR LES SALAIRES

RENAULT: LES TRAVAILLEURS RIPOSTENT AU CHANTAGE A LA CRISE



meeting lors d'un débrayage à Renault...

Dans toutes les usines Renault, de nombreux ateliers luttent depuis 15 jours. A Flins, à Cléon, à Sandouville, mais les plus importants mouvements ont eu lieu parmi les 32.000 ouvriers de Renault Billancourt. Vendredi après-midi dans le seul secteur montage de l'île Seguin, 2000 ouvriers étaient en grève.

En réclamant des augmentations de salaires importantes, en remettant en cause le système de classification qui divise, les ouvriers de Renault rejettent le chantage à la crise que pratique la bourgeoisie depuis des mois, pour étouffer la volonté de lutte des travailleurs. Ceci est d'autant plus important que Renault est une entreprise automobile, branche dans laquelle les licenciements ont été les plus nombreux, que les mesures de chômage partiel ont été les plus massives, notamment pendant la période des fêtes de fin d'année 74 chez Renault.

La grève se poursuit au 38. Lundi, l'atelier 38 à Billancourt - soudure - l'un des plus pénibles et des plus mal payés est toujours en grève. Depuis le mardi 18 février les ouvriers, en majorité immigrés, luttent pour obtenir la classification 170 maxi pour tous. Les ouvriers restent dans l'atelier pour empêcher les machines de fonctionner.

Les ouvriers des presses dont la production alimente l'atelier 38, confirmaient les informations données par les grévistes: samedi la direction a fait travailler des agents de maîtrise et des contremaîtres pour que les pièces nécessaires au montage soient produites: «lorsque je suis arrivé ce matin, ça avait changé nous dit un ouvrier des presses, la production avait été évacuée, des équipes avaient dû travailler samedi pendant que les grévistes n'étaient pas là».

IL N'Y A PAS DE RAISON QU'EN FAISANT LE MEME TRAVAIL, ON N'AIT PAS LA MEME PAIE.

Les OS sont payés selon un barème entre le coefficient 155 et le coefficient 170. En outre, chaque coefficient comporte trois catégories: le mini, le moyen, le maxi. Il en est de même pour les OP. «Je suis là depuis un an. Les cadences sont très pénibles, nous dit un OP des machines transfert. Je suis P1 au coefficient 180 et je touche 2.100 F par mois. Un gars faisant le même travail que moi au coefficient 170 touche environ 1900 F, il n'y a pas de raison qu'en faisant le même travail, on n'ait pas le même salaire».

A l'atelier 38, les ouvriers sont payés pour beaucoup au coefficient 155, d'autres au coefficient 160 ou 165. En revendiquant le 170 maxi pour tous, ils réclament d'abord une substantielle augmentation de salaire, mais surtout ils remettent en cause tout le système des classifications. Tous les ouvriers en lutte font de même. Sur les chaînes, les OS revendiquent le 170 maxi pour tous. Les caristes qui ont fait grève précédemment revendiquaient P1 180 pour tous, les pistoletiers qui le suivirent, avaient eu la même revendication.

Les luttes aujourd'hui comme les grèves de 71 et 73 visent les classifications, si les ouvriers avaient obtenu certains avantages, le fond était resté le même: des classifications nombreuses et embrouillées qui reviennent à payer à la tête du client.

LES OS DANS LA LUTTE
Mais à la différence des grèves de 73, ce ne sont pas seulement les OS qui se battent. Les OP luttent également. Les ouvriers d'entretien du département 77 ont fait grève presque toute la semaine dernière. Ils réclament 300 F pour tous, la suppression des classifications OS dans leur secteur, que tout le monde soit payé au taux maxi.

Les OP dans la lutte en même temps que les OS pour des revendications communes, c'est un pas en avant dans l'unité des ouvriers de Renault, c'est également un pas en avant dans l'unité des ouvriers français et immigrés: au 38, où les OS sont en grève, presque tous sont immigrés, au 77, où les OP luttent, il s'agit principalement de français.

UNE GRANDE VOLONTE DE LUTTE
En plaçant les fenwickes autour des chaînes pendant leur

grève, les caristes ont exprimé une volonté de lutte qu'on retrouve chez tous les ouvriers grévistes comme non grévistes. «Au département 74, expliquait vendredi un ouvrier, la production a été arrêtée cet après-midi par les gars qui se sont mis en grève. Des ouvriers se sont couchés sur la chaîne pour empêcher la mise en route». Lorsque les pistoletiers sont passés dans les ateliers ils ont été très bien accueillis, notamment par les OS à la sellerie qui tapaient sur des boîtes avec leurs outils pour scander les mots d'ordre.

Cette volonté de lutte se manifestait lundi par le souci de connaître ce qui se passait dans les différents secteurs de l'usine: «vous faites une enquête sur la situation de l'usine, demandait des ouvriers à des camarades, qu'avez-vous appris?», car eux dans leur atelier, ils ne savaient rien, ni sur les mouvements en cours, ni sur les discussions dans les autres ateliers.

MAINTENIR UNE PRESSION PERMANENTE POUR OBTENIR SATISFACTION.

C'est que si la CGT Renault appelle à «élargir» des luttes «aux secteurs qui n'agissent pas encore», elle entend que ces luttes restent cantonnées secteur par secteur. «Il s'agit de créer chaque jour une pression permanente en évitant les formes de lutte trop coûteuses et celles qui donneraient prétexte à un lock-out».

Ainsi la CGT élabore toute une tactique «pour imposer de nouvelles négociations sur les salaires et sur la grille», dont le premier effet parmi les ouvriers appelés à lutter secteur par secteur, vu l'extrême morcellement des ateliers à Billancourt, est de n'avoir aucun point de vue d'ensemble sur les revendications communes avancées et la conduite de la lutte. «On ne comprend pas: il devrait y avoir un mouvement d'ensemble et la CGT n'en veut pas» disaient des ouvriers du montage R4 R6. Lorsque la lutte se durcit dans un secteur, les ouvriers assistent à des volte-face, ainsi au montage «hier la CGT était pour, aujourd'hui, elle n'était plus d'accord, elle était pour la reprise». Volte-face encore quand la direction CGT décommande à la dernière minute un débrayage général des professionnels; les révisionnistes dans la CGT veulent maintenir une «pression» jusqu'aux négociations prévues le 18 mars. «Le 18 mars, on aura peut-être droit à une cigarette supplémentaire» disent ironiquement des ouvriers de l'atelier 49. Les révisionnistes de la CGT craignent un mouvement d'ensemble que la direction pourrait lock-out, ce que ne croient pas de nombreux ouvriers: «il y a beaucoup de commandes, de nombreux marchés», et le lock-out, nous saurons y faire face».

Les révisionnistes de la CGT ont une marge de manœuvre étroite à Renault: en 73, les ouvriers des presses les avaient obligés à se démentir quand ils annonçaient la reprise du travail, les ouvriers poursuivaient la grève. C'est pourquoi ils réclament aujourd'hui des formes de luttes «souples décidées démocratiquement par les travailleurs des ateliers». Dans les faits ils craignent avant tout une extension du mouvement: c'est ainsi que certains dirigeants CGT traitent de provocateurs les ouvriers qui prennent des mesures pour impulser et élargir la grève» nous déclarait un travailleur.

PREMIERS ACQUIS
Les premières luttes, celles des caristes, puis celles des pistoletiers ont abouti à de premiers résultats, tous les caristes sont passés au maxi dans leur catégorie et cette augmentation est applicable à tous les OS de la Régie. Les pistoletiers ont obtenu la promesse que tous passeront au coefficient 180 maxi lors des discussions du 18 mars. Ces premiers résultats montrent que la direction ne peut être intransigente aujourd'hui, puisqu'elle a du céder en partie. Mais on est loin du compte. La suppression des catégories les plus basses, la suppression des multiples catégories de rémunération l'augmentation générale des salaires telles sont les revendications essentielles de tous les ouvriers de Renault, qui répondent à celles de tous les ouvriers pour des salaires plus élevés.

24.02.75
Grégoire CARRAT

Depuis plusieurs mois, les travailleurs, par dizaines de milliers, luttent contre le chômage total ou partiel, pour la défense de leur emploi: Tanneries d'Annonay, Piron, Sico... autant de luttes qui se poursuivent. Dans ces luttes, souvent dispersées, les travailleurs font preuve d'une grande combativité. Dès l'annonce des licenciements ou des réductions d'horaires, la riposte s'organise: débrayages, grèves, manifestations, occupations... se multiplient, comme chez Grandin, Périer, Sotrimac, Emo... comme chez Garnier à Redon, les travailleurs n'hésitent pas à affronter les gardes mobiles. C'est que face à ces luttes, face à la détermination des travailleurs et au soutien qui s'organise autour d'eux, la bourgeoisie n'hésite

pas à envoyer ses flics et ses nervis comme chez Gringoire et chez Emo. L'ampleur de ces luttes, malgré leur caractère dispersé montre que les travailleurs refusent de subir la logique capitaliste et qu'ils entendent imposer leurs mots d'ordre «Non aux licenciements» «Non au chômage». Et l'entrée en lutte des travailleurs d'une grande entreprise comme la CTA de Rhône Poulenc, sur les mêmes mots d'ordre, indique que désormais c'est une lutte plus large sur le chômage que va devoir affronter la bourgeoisie. Lutte plus large sur le chômage, mais aussi essor des luttes pour les revendications de salaires, comme l'indiquent les luttes de Renault, de la Solimer, de Roffopal à Givray, de Bois déroulés Océan à Rochefort, d'Unélec

à Orléans... les luttes dans lesquelles les travailleurs réaffirment les principes «A travail égal, salaire égal» et combattent la hiérarchie des salaires, montrent le refus du chantage au chômage: le chantage habituel, accepter les bas salaires ou laisser son emploi à un chômeur. «Mieux vaut te tenir tranquille sinon la porte n'est pas loin, il y en a qui attendent dehors...», ce discours des patrons les travailleurs de Renault montrent qu'il peut être tenu en échec, montrent que lutte contre la baisse de leur pouvoir d'achat et lutte contre le chômage peuvent être menées de pair. C'est toute la politique de crise de la bourgeoisie qui est ainsi condamnée. A l'offensive contre le chômage! Halte à la baisse du salaire réel!

LUTTES CONTRE LES LICENCIEMENTS, LES FERMETURES...

SIFA Orléans: fonderie, grande proportion d'immigrés. Réduction d'horaires de 44 h 25 à 40 h. 3 jours après cette nouvelle, débrayage de 2 heures, pour exiger les 40 h sans perte de salaire, et l'amélioration des conditions de travail. Le débrayage a été suivi à 100%. Le patron accorde 1 h 30 de paye au dessus de 40 h au tarif normal. Les travailleurs envisagent de continuer l'action notamment sur la question de la sécurité (dans les 3 derniers mois 74: 20 accidents du travail)

de salaire de 1 F de l'heure. Malgré le défaitisme de la section CGT qui, d'une part faisait courir le bruit qu'il n'y avait aucune chance et d'autre part utilisait comme moyen de pression... une pétition, les 7 travailleurs obtiennent 30 à 35 c d'augmentation; la direction craignait que ce mouvement fasse tache d'huile. Ceci d'autant plus que le mécontentement est grand à UNELEC, surtout pour les conditions de travail (plusieurs accidents ces jours-ci).

ERMETO Blois: après une semaine d'occupation, les travailleurs obtiennent la réintégration des 7 travailleurs licenciés. C'est une victoire.

UNELEC Orléans: les 7 travailleurs de l'atelier d'imprégnation se sont mis en grève mercredi pour une augmentation

mesures prises par Citroën. Ou'on se souviennent de «Giscard-à-côté-deu»... justifiant le milliard et demi de francs «prêtés» à ce trust et affirmant que cela «garantirait l'emploi», c'était le 23 janvier...

PROCERAM: depuis un mois, les 115 travailleurs occupent leur usine pour s'opposer à sa fermeture. Un comité de soutien s'est constitué et un premier meeting à Aubagne (Bouches du Rhône) a rassemblé 300 personnes.

SOPARCO (Condé sur Huisne): dans cette petite entreprise, les travailleurs se sont mis en grève pour s'opposer au licenciement abusif d'un de leur camarade faisant suite à de nombreux cas identiques.

AMISOL (Clermont): les 271 travailleurs occupent leur usine suite au dépôt de bilan.

Sidérurgie: les travailleurs affrontent le chômage partiel

Coup sur coup, les deux grands trusts sidérurgiques français, «Denain-Nord - Est-Longwy» et De Wendel, viennent d'annoncer des mesures de chômage partiel ou de réduction d'horaires qui toucheront des milliers de travailleurs. A Fos et à Dunkerque, des hauts-fourneaux sont arrêtés, d'autres tournent au ralenti. Les 8300 travailleurs de l'usine de Denain chômeront du 24 février au 4 mars, ceux de Trith et de Thionville, huit jours, ceux de Dunkerque, et de la Sollaac cinq jours...

Toute orientée vers le secteur des biens de consommation, la sidérurgie doit, aujourd'hui, se tourner vers les biens d'équipement pour répondre aux demandes nouvelles des pays du Tiers Monde. Répondre aux demandes de ces pays lui permettra, en retour, d'équilibrer sa balance commerciale, équilibre fortement compromis par la hausse du prix des matières premières. «La sidérurgie française doit réadapter la stratégie de ses moyens aux contraintes qui sont nées de la crise énergétique... Prises de participation à l'étranger dans certains gisements, actions groupées entre producteurs, constructeurs et sociétés d'engineering (usines clés en main... NDLR) en vue de promouvoir à l'étranger la technique et le matériel sidérurgique français, tels sont les éléments de cette nouvelle stratégie» (Ferry).

Mais on ne transforme pas du jour au lendemain un appareil de production aussi complexe; aussi les trusts sidérurgiques, profitant du chantage à la crise, entendent-ils faire reposer sur les travailleurs le prix de ces restructurations et c'est la mise au chômage partiel ou total de milliers de travailleurs. Soyons sûrs que les travailleurs sauront riposter à ces attaques contre leur emploi et faire

échec aux manœuvres des trusts sidérurgiques. Soyons sûrs que les peuples du Tiers Monde, à l'exemple de la Mauritanie qui, en Novembre dernier nationalisa la Miferma, sauront infliger de nouveaux coups à ces trusts et s'opposer au pillage de leurs richesses naturelles.

Les difficultés que rencontre aujourd'hui la sidérurgie sont une conséquence de la faiblesse de l'impérialisme français, face aux peuples du Tiers Monde d'une part, face aux travailleurs en France d'autre part. Et les difficultés à écouler ses productions destinées aux industries produisant des biens de consommation, que rencontre aujourd'hui la sidérurgie, sont une preuve supplémentaire de la faillite du modèle de collaboration de classe que la bourgeoisie entendait imposer aux travailleurs. Le modèle de consommation. C'est en ce sens que les difficultés nouvelles de la sidérurgie mettent en évidence la crise politique qui secoue l'impérialisme français. C'est en ce sens que la lutte des peuples du Tiers Monde et la lutte des travailleurs en France se rejoignent; l'ennemi est le même: l'impérialisme français.

Pierre MOREL

GRANDIN: contre les licenciements les ouvrières occupent leur usine



Grandin: une usine de femmes en lutte, en majorité OS. Elles occupent leur usine, avec le mot d'ordre «pas de licenciement». Elles ont envahi à 40 le bureau de Françoise Giroud et l'ont ridiculisée. Elles sont décidées à aller jusqu'au bout.

Nous sommes allés les voir. Dans un quartier de banlieue, les affiches puis les grandes banderoles «pas de licenciement» préviennent que l'on approche de l'usine en lutte. Derrière les grilles, les grands bâtiments de brique du début du siècle dominent les maisons basses.

AMISOL (Clermont): les 271 travailleurs occupent leur usine suite au dépôt de bilan.

«Leur but?»: Que des négociations s'engagent pour que l'usine soit remise en route, sans licenciement. **Leurs projets?»:** Faire connaître davantage leur lutte, s'organiser pour avoir de la nourriture à bas prix avec des paysans et des pêcheurs. Et puis, comme me disait une ouvrière: «pour l'instant, on s'occupe de prendre ces affaires en main... mais s'il faut prendre d'autres décisions, on les prendra... On verra au pied du mur... s'il n'y a pas d'autre solution, on fera comme chez Lip, on vendra...»

Les moyens qu'elles se donnent: Tous les matins, à l'assemblée générale, elles font le bilan de la journée précédente et discutent des propositions faites par le syndicat CGT (le seul de l'usine). Timides au début, elles ont de moins en moins de peine à s'exprimer en public. Il s'agit qu'une commence pour que les autres n'hésitent plus. Elles se sont organisées en commissions, propagande, délégations, loisirs, nourritures.

Elles réclament de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Jeanine, mère célibataire: «avec mon salaire de 1350 F par mois, je dois payer 450 F de loyer mensuel, l'électricité, les transports. Que me reste-t-il pour vivre?». Beaucoup d'entre elles sont payées au dessous du SMIC: Grandin a incorporé au salaire mensuel la prime d'ancienneté, et le total comprend juste le SMIC (et certaines ont 15 ou 20 ans de boîte).

Les conditions de travail: les femmes enceintes sont obligées de renoncer, sous peine de licenciement, à 20 minutes de poses que la loi leur accorde, certaines avaient des nausées à cause de la soudure. L'installation

électrique était vétuste, et un rien aurait pu faire sauter l'usine. De tout cela, elles ont le temps de discuter pour mesurer leur exploitation et se préparer à imposer leurs conditions. **Pourquoi elles luttent:** les ouvrières de Grandin se battent pour ne pas être chômeuses, pour avoir de quoi vivre. Si Grandin ferme, où trouveront-elles du travail? A Montreuil sur 3000 nouvelles demandes d'emploi en janvier, 200 à peine ont été satisfaites.

Et puis, dans l'ensemble, elles habitent le quartier. Une soudeuse nous disait: «moi, je suis dans le quartier, j'ai un enfant. C'est l'avantage considérable surtout pour une femme. Quand il faut qu'elle fasse 2 heures de transports pour rentrer chez elle, c'est un vrai problème».

Mais elles ne luttent pas seulement pour gagner leur vie: Pour elles, le travail, même si les conditions sont très dures, c'est aussi ce qui permet à une femme de participer à la vie sociale et donc de commencer à s'émanciper. «On ne peut plus dire que le mari entretient sa femme. On a aussi notre dignité. On n'est plus des esclaves heureusement» (et de rire d'un air entendu avec les autres ouvrières).

«...ici c'était le travail à la chaîne. Je vous assure que c'était dur. Mais il y a une ambiance qui se crée, ça fait une seconde vie... on n'est pas isolée, on s'entraide. Moi, j'estime qu'une femme a besoin de ça, plutôt que de rester enfermée entre 4 murs à élever des gosses... ici, on est en contact avec ce qui se passe... si on reste à la maison, on est abruti par la radio, la télévision... quand on voit les choses de ses propres yeux c'est bien mieux».

Comment se forge l'unité des travailleuses dans la lutte?»: les ouvrières et les employées ont appris à mieux se connaître: «avant la grève, je ne connaissais pas les ouvrières. Je suis plus proche d'elles que ce que je croyais. Et puis on a vu qu'il n'y avait pas de différence entre les salaires!» nous a dit une employée, et les plus âgées ont appris à apprécier les jeunes: «il y a des jeunes qui raisonnent très bien... franchement je ne réalisais pas qu'elles avaient les

Les ouvrières de Grandin qui sont allées chez Mme Giroud nous racontent leur entrevue. Vous êtes secrétaire d'Etat à la condition féminine. Qu'allez-vous faire pour nous aider. Giroud: Cela concerne le ministre de l'Industrie. C'est à lui que vous devez vous adresser. Moi je ne peux rien. «Ce n'est pas mon affaire».

Mathilde: «si le licenciement de 350 ouvrières ne vous concerne pas, que faites vous donc ici? Vous ne faites donc partie que de la façade? et de conclure: on voit bien que pour le gouvernement, les femmes, ça ne travaille pas. Françoise Giroud est là pour s'occuper des femmes de la bourgeoisie».

«pieds sur terre comme ça... elles sont venues occuper avec nous. Ça m'a remonté le moral. Je ne croyais pas à ça. Surtout dans la conjoncture actuelle, je voyais les jeunes écartelées. Mais non».

Dans l'unité doit se forger une nouvelle force pour la lutte. Les ouvrières de Grandin sont soutenues par la classe ouvrière de Montreuil et de la Seine Saint Denis. Des ouvrières de Pygmy sont venues en délégation, elles qui ont obtenu satisfaction contre des licenciements l'année dernière. D'importantes sommes ont été collectées; les travailleuses de Grandin font tâche d'huile. D'autres usines se sont mises en grève comme Dantzer à Montreuil (filiale de Thomson) pour cause de licenciements.

Il faut soutenir les ouvrières de Grandin. Leur mot d'ordre et leur détermination montrent qu'elles refusent le chantage à la crise de la bourgeoisie: elles veulent aller jusqu'au bout.

Si aujourd'hui le P.C.F. se présente comme un soutien, les travailleurs dans la lutte sauront faire l'expérience de la réalité de ce parti. Elles sauront rejeter toutes les solutions bidons qu'il propose comme les nationalisations, et prendront toutes les mesures pour faire aboutir leurs revendications.

Thérèse VERNET.

abonnez vous
FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE	
pli normal 1 an	80 F
	3 mois 20 F
pli fermé 1 an	160 F
POUR L'ETRANGER	
écrire au journal qui	
fournira le tarif.	

DEMANDE DE CONTACT
AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Profession.....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

verdun: LES APPELES MANIFESTENT CONTRE LA MORT DE LEUR CAMARADE

Mercredi dernier, à Verdun près de 200 appelés du 150ème régiment d'infanterie ont manifesté dans la rue pour protester contre la mort de leur camarade Serge Camier, tué en manœuvre le dimanche 16. Après s'être réunis dans la cour de la caserne, c'est en tenue militaire qu'ils ont manifesté en criant: «Non à l'armée de Bigeard et de Bourges!» « Nous voulons la vérité sur la mort de Camier!». Après Draguignan, après Karlsruhe, et d'autres lieux, les appelés ont tenu à manifester leur opposition à l'armée bourgeoise et ses méfaits, une armée où la vie et la sécurité des soldats sont méprisées par la hiérarchie militaire qui tente d'imposer les brigades, la soumission servile aux gradés, le bourrage de crâne. «Malheureux concours de circonstances» a déclaré l'autorité militaire après la mort de Camier. Là encore, on invoque la «fatalité»!

Comme l'expliquent, les camarades de la victime, au camp de Sissonne: Serge Camier, originaire de Vénissieux près de Lyon, et incorporé en Avril 74 devait être libéré fin mars. Employé durant toute l'année aux cuisines, il venait d'être muté depuis seulement 8 jours dans une compagnie de combat, c'était sa première manœuvre en tant que combattant. Cette mutation était une sanction qui a placé Serge Camier, face aux blindés AMX 30 fonçant dans sa direction alors qu'il n'avait pas l'habitude de ce genre d'exercice, une sanction qui en faisait une victime toute désignée, comme le disent ses camarades. Les conditions de l'exercice étaient de toutes façons dangereuses pour tous: Camier et ses camarades étaient sur le terrain depuis la veille et avaient passé la nuit dehors sans dormir. Le matin ils étaient cachés dans les trous, attendant les chars qui sont arrivés par derrière et ont foncé sur

eux, suivant les ordres du commandement. C'est de justesse que les soldats ont pu les éviter, Camier lui, a été écrasé dans son trou.

Contre une armée qui méprise à un tel point leur sécurité et leur vie, c'est par milliers aujourd'hui que les soldats du contingent entrent en lutte. En signant «l'appel des cents», en mettant sur pied des comités de soldats, les appelés mettent aussi en cause l'absence de liberté d'expression, ils mettent en cause l'encasernement qui isole les jeunes travailleurs de la classe ouvrière, ils mettent en cause le système des permissions données seulement au compte-goutte, des permissions «qui ne sont pas un droit», comme le rappelle le «règlement de discipline générale» des Armées, mais plutôt des récompenses à la soumission aveugle aux ordres reçus, des permissions qui par l'éloignement imposé (par exemple l'Allemagne pour des appelés venant de Marseille) et les frais de transport que cela occasionne, empêchent l'appelé de revoir régulièrement sa famille et ses camarades de travail. Lorsqu'ils remettent en cause tout cela, les appelés mettent en cause l'armée bourgeoise, où en isolant les soldats du reste de la population, on cherche à les initier à de futures actions contre les travailleurs. Dès aujourd'hui le contingent est utilisé pour briser les grèves. Aujourd'hui, un aspect essentiel du service militaire c'est la préparation à la guerre civile. «Non à l'armée de Bigeard et Bourges» criaient les soldats du 150ème RI à Verdun. L'armée de Bigeard et de Bourges c'est une armée où on veut faire des appelés une soldatesque prête à tirer le moment venu, sur les travailleurs pour défendre le pouvoir de la bourgeoisie. Les méthodes qui ont cours dans l'armée française sont dictées par la finalité que lui assigne la bourgeoisie: les multiples vexations, brigades, règlements autoritaires et stupides, le mépris de la sécurité imposés par l'autorité militaire doivent permettre, selon celle-ci de créer chez les appelés des réflexes de soumission servile; en les «brisant» par la vie quotidienne du contingent, la bourgeoisie veut enrôler les appelés à son service. Là où les accidents sont les plus fréquents c'est dans les stages de commandos effectués dans le cadre de D.O.T. (Défense Opérationnelle du Territoire), dans des conditions méprisant la vie du soldat, et le conduisant à l'épuisement. Or cette D.O.T. est aujourd'hui dirigée contre «l'ennemi intérieur» qui n'est autre que les travailleurs. Debré quand il était ministre des Armées en avait ainsi rappelé la mission: «empêcher le retour d'événements tels que ceux qui se sont produits en 1968».

De plus en plus, la jeunesse rejette cet embrigadement. Jeunesse des casernes comme au printemps 73, où à l'occasion de la lutte contre la loi Debré, les jeunes des lycées et des CET - futurs ouvriers - ont manifesté en masse contre cet embrigadement par la bourgeoisie. Armée de guerre civile, armée d'oppression des peuples aussi: c'est tout cela que la jeunesse rejette aujourd'hui. Car l'armée française, au long passé colonial, continue à opprimer directement des peuples en Afrique et aux

Antilles. Ce qui est en cause c'est une armée où l'on justifie les guerres coloniales menées par la France en les assimilant à... des agressions contre notre pays («deux guerres mondiales et de nombreux conflits outre-mer ont démontré que la sécurité d'une nation doit engager dans un effort permanent» écrit le service d'informations et d'études du ministère des Armées) tandis que sont négligées les tâches d'une véritable défense nationale, celle qui serait orientée contre les 2 principaux fauteurs de guerre de notre époque et qui menacent la sécurité future de notre pays: les Etats-Unis et l'URSS.

La bourgeoisie française est consciente du danger que représente pour elle-même, la remise en cause de l'armée. Aussi, elle répond par la répression, les arrêts de rigueur infligés au 5ème dragon, à Tuenbingen (en Allemagne) ou au 26ème R.I. à Nancy, les procès comme celui de Marseille contre ceux de Draguignan.

Contre les mouvements qui se développent dans le contingent, les révisionnistes du P(C)F viennent en renfort. Ils tentent de récupérer le mouvement en essayant de le maintenir dans les limites de la revendication d'amélioration de l'armée bourgeoise, et en essayant d'éviter la contestation de l'armée bourgeoise elle-même, sa fonction, son rôle. C'est entre autre le but poursuivi en utilisant une manifestation d'appelés pour soutenir le secrétaire général de la JC, Catala, qui dans une conférence de presse, demandait quelques améliorations du service militaire. Le P(C)F qui déplore la rareté des douches ou la mauvaise qualité de la nourriture aux casernes, passe sous silence le

rôle d'armée de guerre civile contre les travailleurs auquel l'armée de notre pays est préparée chaque jour. Car pour le P(C)F, l'armée est au-dessus des classes, c'est seulement une institution à démocratiser. Dénoncer comment l'armée actuelle est conçue dans tout son fonctionnement, son organisation, sa formation, pour garantir l'existence de la dictature de la bourgeoisie et affronter les travailleurs serait contraire à la voie pacifique, parlementaire, à la voie illusoire pour aller vers le socialisme, que prêche le révisionnisme. Opposant leur pacifisme à la dénonciation de l'armée de guerre civile, les révisionnistes opposent le même pacifisme à la nécessité pour notre pays d'être prêt à faire face à une menace d'agression étrangère venant de l'impérialisme américain ou du social-impérialisme russe. Les révisionnistes parlent de leur attachement à une armée «capable de défendre l'indépendance et l'intégrité nationale» mais ils se gardent bien de désigner qui est susceptible de menacer cette indépendance et cette intégrité, ils se gardent bien de désigner nommément le danger de guerre mondiale que fait courir la rivalité des deux super-puissances.

Mais les tentatives du P(C)F de limiter le mouvement dans l'armée à quelques revendications combinées à la répression et la démagogie de la bourgeoisie ne peuvent répondre au profond malaise qui règne dans l'armée. A Verdun et ailleurs, la situation est favorable à une remise en cause de plus en plus massive de l'armée bourgeoise.

Jean-Paul GAY

LE CONTRE APPEL DES 100 une manœuvre des nazillons de faire front

Contre le mouvement de contestation qui se développe dans l'armée, la bourgeoisie recourt à des manœuvres sournoises. Depuis quelques jours la sécurité militaire a poussé en avant le dénommé Joël Dupuy de Méry, militant des comités fascistes «Faire Front», de la Seine Saint-Denis, qui était encore sous peu sous les drapeaux. Celui-ci qui se plaint qu'on lui ait «extorqué sa signature» à «l'appel des cents» (en fait il n'a jamais signé), a lancé, avec une large publicité de la presse et de la radio, un «contre appel». «Je voudrais à déclaré Dupuy, être le pétard qui fasse parler la majorité silencieuse car la plupart de ceux qui veulent lutter contre la subversion dans l'armée, ont peur de se manifester». Gageons que le pétard est plutôt mouillé car aujourd'hui la majorité du contingent brise le silence, mais pas du côté de ce Dupuy de Méry.

les appelés tués au service: 7% de perte c'est "légal"

* Chaque année la liste des appelés tués dans les manœuvres de l'armée s'allonge. Parce que dans cette armée bourgeoise on méprise la sécurité et la vie des soldats, la sécurité et la vie des fils de travailleurs.

Un camarade qui faisait son service au camp de Sissonne, à la fin de l'année 71, relate les faits suivants: «Dans le camp de manœuvres pour l'armée de terre les troupes d'infanterie s'exercent à l'accompagnement des chars et véhicules blindés, en jouant le rôle de l'ennemi (comme lorsque Camier a été tué). Dans ce cas les soldats qui doivent tendre des embuscades aux chars, creusent des trous pour se camoufler en attendant les chars. Normalement, dans le cadre de l'exercice, les chars n'ont pas à foncer sur les fantassins, mais souvent le commandement l'ordonne. Une fois j'ai vu un gars se sauver de son trou de justesse, comme il avait été vu, le char lui fonçait dessus. Il a abandonné son arm, un P.M., qui a été écrasé. Finalement, il a été condamné à plusieurs jours de tôle pour... abandon et destruction d'armes».

Souvent les gars y restent. Comme Camier, comme Michel Branot le 9 mai 74: il devait se glisser dans un trou face au char juste lorsque celui-ci était près de le toucher. S'y glissant «trop tôt» selon le commandant, il avait dû recommencer l'exercice plusieurs fois... jusqu'au moment où il avait été écrasé. Avant Sissonne, l'année 75 a déjà été marquée par la mort de Serge Elbazé tué au Larzac le 20 janvier au cours d'un tir de mortier, par celle de 5 soldats du GET 512 de Saint-Lô (28 janvier), fauchés par une jeep au cours d'une marche de nuit. L'état-major justifie par avance ces morts en prévoyant jusqu'à... «7% de pertes» parmi les jeunes effectuant leur service militaire. Et l'état-major de l'armée de terre n'a-t-il pas invoqué le fait que la mortalité des appelés en service dans l'armée de terre est après tout inférieure, pour une même tranche d'âge, à la mortalité par accidents dans le civil. Evidemment, le nombre de tués sur les usines et les chantiers, où là aussi on traite les travailleurs comme du bétail, est difficile à dépasser.

LES MARXISTES LENINISTES ET L'ARMEE BOURGEOISE

Lors des manifestations de Draguignan, de Karlsruhe, lors de la nomination de Bigeard au gouvernement, notre Parti a affirmé son soutien aux revendications des soldats du contingent qui refusent les brigades, le bourrage de crâne réactionnaire, le racisme systématiquement développé par l'encadrement, qui réclament une revalorisation de la solde, des permissions plus nombreuses avec le transport gratuit, la sécurité dans les exercices. En plusieurs endroits, des camarades de notre Parti ont impulsé la création de C.D.A. (Comités de Défense des Appelés), et pris une part active aux mouvements qui se déroulaient. Mais la position des Marxistes-Léninistes sur l'armée, le travail qu'ils y font, ne saurait se réduire à ce seul aspect. Au moment où les organisations de «gauche», particulièrement le P(C)F déclenchent au nom du «soutien» aux appelés une campagne niant le rôle exact de l'armée bourgeoise, il est nécessaire de rappeler les principes qui guident notre travail à l'armée.

Du rôle de l'armée de la bourgeoisie, de l'analyse que font les marxistes-léninistes de la situation en France et de la situation mondiale, découlent plusieurs tâches pour les communistes à l'armée.

1) Parce que la contradiction principale que nous avons à résoudre, c'est la contradiction bourgeoisie-prolétariat, parce que les facteurs de révolution se développent dans notre pays avec la crise politique qui s'aiguise, notre tâche centrale c'est de dénoncer l'armée de guerre civile que forge l'impérialisme français. De multiples exemples montrent, y compris pendant le service militaire, ce rôle d'armée de la contre révolution dévolu à l'armée par la bourgeoisie: qu'il s'agisse des manœuvres de la Défense Opérationnelle du Territoire, officiellement dirigée contre l'ennemi de l'intérieur, qu'il s'agisse des appels à jouer le rôle de briseurs de grève, qu'il s'agisse du bourrage de crâne anti-communiste quotidien, tous ces exemples sont révélateurs. C'est sur ces exemples que nous devons nous appuyer pour

préparer les travailleurs au service, à refuser de jouer le rôle qu'on veut leur faire jouer, pour leur faire prendre conscience que notre révolution sera violente, qu'il faudra décomposer les forces armées de la bourgeoisie, rallier les travailleurs qui y sont enrôlés, détruire ce pilier de la domination bourgeoise. On ne saurait croire comme le racontent les révisionnistes que le noyau de cette armée, les officiers et les sous-officiers de l'armée formés pour une part importante d'entre eux dans les guerres coloniales, liés à la bourgeoisie par de multiples liens financiers, familiaux, idéologiques, dressés contre le peuple par une propagande intensive anti-communiste, on ne saurait croire que ces gens-là se rallient à la cause des révolutionnaires: ils joueront quand la bourgeoisie le leur demandera leur sale besogne contre révolutionnaire, à l'exemple de Pinochet contre le peuple chilien, ou de l'armée de Thiers contre les communards.

2) Parce que la crise de l'impérialisme français correspond aussi à un aigissement de ses contradictions avec les peuples des soi-disant DOM-TOM, en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane... nous devons montrer, faits à l'appui, la solidarité d'intérêts qui lie nos peuples contre le même ennemi commun. La présence dans le contingent de nombreux appelés de ces pays enrôlés contre leur gré dans l'armée de l'impérialisme français fournit un terrain concret de dénonciation des méfaits de l'impérialisme français dans leur pays, du rôle que jouent l'armée et les forces de police dans la répression des mouvements qui s'y déroulent.

3) Parce que la volonté hégémonique et la rivalité des deux superpuissances renforcent aujourd'hui, les dangers d'une troisième guerre mondiale, nous devons dénoncer pleinement le rôle des deux superpuissances, démasquer la supercherie de la détente et de la coexistence pacifique. Pour l'une et l'autre des deux superpuissances, nous devons montrer concrètement leurs manœuvres pour s'assujettir l'Europe,

nous devons montrer concrètement l'obstacle qu'elles peuvent constituer dans le développement du processus révolutionnaire en France. Par exemple, nous devons montrer comment l'entretien des troupes US de l'OTAN à proximité de notre territoire, ou leur entraînement à Canjuers pourrait éventuellement se retourner contre les travailleurs de France. Par exemple, nous devons montrer comment le social-impérialisme soviétique masse des troupes en Europe de l'Est, multiplie les manœuvres et les pressions sur les pays d'Europe, pour faire prendre conscience aux travailleurs de la nature du social-impérialisme, socialiste en paroles, impérialiste en fait, du danger d'agression qu'il fait courir à notre pays.

Face aux menaces d'agression d'une ou des deux superpuissances, nous devons montrer aux travailleurs comment ils ne peuvent se reposer sur l'impérialisme français pour défendre notre pays: les meilleurs garants de l'indépendance de notre pays, ce sont les travailleurs eux-mêmes, ce sont eux qui devront prendre la tête de la lutte contre un éventuel occupant.

4) Parce que les travailleurs aspirent profondément à la paix, nous devons montrer qui sont les fauteurs de guerre, qui sont ceux qui luttent pour la paix. Nous devons dénoncer ceux qui tentent de s'emparer de la juste révolte des soldats contre les conditions de vie que leur fait l'armée bourgeoise, pour propager un pacifisme réactionnaire, cachant le rôle d'armée de guerre civile de l'armée aujourd'hui, cachant les dangers d'agression que font courir les deux superpuissances.

Nous devons montrer comment la lutte pour la paix s'intègre complètement aujourd'hui à la lutte pour le socialisme: c'est le renversement de la bourgeoisie, l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans qui pourra apporter à notre pays le maximum de garanties pour préserver l'indépendance nationale, pour dissuader d'éventuels agresseurs, pour repousser ceux qui se risqueraient à attaquer notre pays.

SOUSCRIVEZ POUR LE QUOTIDIEN

Camarades,

Nous publions aujourd'hui la 2ème liste de souscription correspondant aux premiers 25 millions que nous devons collecter pour le quotidien : à ce jour, 759 abonnements ont été souscrits et 12.263,40 F ont été versés sous forme de soutien au quotidien de manières diverses (collectés dans les usines et sur les marchés, suppléments donnés lors de la vente du journal, supplément à l'abonnement hebdomadaire...) Ainsi au total plus de 20 millions ont été collectés. L'important effort consenti par les camarades, amis et les lecteurs du journal montre combien notre projet d'un quotidien communiste rencontre de

l'écho. Nous remercions ici ces camarades pour leur effort et leur soutien.

Mais aujourd'hui il s'agit d'élargir considérablement l'effort consenti. Nous avons pris un léger retard dans l'accomplissement de cette souscription qu'il faut combler sans délai, la poursuite des investissements nécessaires au quotidien en dépend !

Souscrivez-nous. Ecrivez-nous pour expliquer pourquoi vous soutenez l'initiative du quotidien communiste, pour nous faire part de vos suggestions, de vos remarques pour la mise en route du journal. Front Rouge quotidien, ne pourra être écrit, imprimé, acheminé qu'avec l'aide des travailleurs qui le soutiennent. Mobilisez-vous.

un ouvrier de Lip nous écrit...

Camarades,

Je suis ouvrier chez Lip et je lis Front Rouge chaque semaine, et je vous écris pour soutenir le projet du quotidien communiste. La nécessité d'un quotidien est indispensable, car l'information, la vraie, doit être rapide et juste ; les informations distillées par la bourgeoisie sont loin de la vérité, chez Lip nous nous en sommes aperçus et c'est pour cela que nous avons créé le journal Lip-Unité afin que tous les ouvriers popularisent notre lutte. Chaque jour, nous avons à informer des actions que nous menions pour ne pas laisser la

radio, la presse, la télé, diffuser des informations tronquées. Notre information a été l'un des facteurs de notre victoire. Chaque jour, nous affichions les articles de la presse sur un panneau et les ouvriers voyaient comment la presse parlait de notre lutte ; c'est comme cela que nous avons fait l'expérience de la presse, au service de qui elle est, qui elle défend. Pour toutes ces raisons, avoir un journal n'est très important ; nous n'avons pas ce journal aujourd'hui. Il nous faut un journal où nous pouvons lire ce que disent les ouvriers des entreprises en conflit ; comme

Manuést par exemple ; car les informations obtenues par la presse courante sont toujours déformées à l'avantage de la bourgeoisie et du patronat. Ce quotidien doit aussi apporter par ses articles simples et clairs, des explications politiques sur des sujets d'actualité, et enfin, que le Parti informe et explique sa ligne politique. En conclusion, tous les militants, tous les ouvriers doivent soutenir et adhérer à ce projet, et tout faire pour que ce quotidien soit le journal de toute la classe ouvrière.

Un ouvrier de Lip.

	Nombre d'Abonnements souscrits	souscription
Paris	16	2.192,45
M (St-Denis)	2	
MG (Vincennes)	1	
Besançon	20	
Grenoble		187,60
Strasbourg	6	
GP (Beauvais)		80,00
Dunkerque	1	
Le Havre	1	
Montpellier	9	
S. (Dromel)		30,00
Z (Nice)	1	
Orléans	9	10,00
Liévin		13,00
JB (Auxerre)	1	
Rennes	5	145,70
Caen	23	175,00
Roubaix	21	3,00
Amiens	7	12,00
Epernay	4	120,00
YB (Lyon)	1	150,00
JP (Rhône)		160,00
Montceaux	8	305,00
Macón	6	60,00
Villefranche	2	418,00
Reims	11	9,30
MJ (Vanves)	1	
Roannes	1	119,20
Angers		21,00
St-Brieuc		100,00
C.G. (Auxerre)	5	300,00
Saumur	3	4,00
P.M.	1	
Aix		8,20
Poitiers	3	100,00
Perigueux		30,00
S.P.		150,00
Marseille	9	
Nancy	15	197,50
Longwy	6	
Thionville	8	130,00
TOTAL	256	6.634,25
TOTAL Précédent	503	5.629,15
Cumul	759	12.263,40

Total souscrit à ce jour

201.763,40

LA PREPARATION DE LA CONFERENCE SUR L'ENERGIE

Giscard d'Estaing avait proposé, en octobre 74, la réunion d'une conférence internationale rassemblant les principaux pays exportateurs de pétrole, les pays consommateurs industrialisés (social-impérialisme exclus), et les pays du Tiers-Monde non producteur de pétrole, chaque «catégorie» ainsi définie étant représentée par un nombre restreint de pays. Le but recherché par Giscard était d'arriver à une sorte d'indexation des prix du pétrole, mais à partir d'un niveau plus bas que celui pratiqué actuellement. En bref, de faire baisser le prix du pétrole et d'avoir des garanties sur les approvisionnements.

Aujourd'hui, deux conceptions complètement opposées s'affrontent pour la tenue de cette conférence : l'impérialisme US à la tête des pays impérialistes (sauf l'URSS) refuse catégoriquement de discuter d'autre chose que du prix du pétrole. Pour les pays du Tiers-Monde, dont font partie les pays producteurs de pétrole, il n'est pas question de ne parler que du pétrole. Au contraire ils exigent une négociation d'ensemble sur toutes les matières premières, ils remettent en cause le pillage impérialiste. Ils veulent, à cette conférence, obtenir un plus juste prix pour tous les produits qu'ils exportent.

Dans cette nouvelle bataille, quelle est la position de l'impérialisme français ? Après l'embargo de 72, il avait pensé possible de faire cavalier seul. C'était l'époque des contrats d'état à état, qui devaient lui assurer des approvisionnements en dehors des blocs, sans passer par l'impérialisme US. Kissinger avait créé dans un premier temps le «groupe des 12», auquel la France ne participait pas. Ce «groupe des 12» avait pour but de rassembler sous la houlette des USA, l'ensemble des pays capitalistes (moins l'URSS) pour constituer un bloc unifié capable d'imposer leurs vues aux pays producteurs de pétrole. La devise de Kissinger c'était «pas de négociation séparée, il faut d'abord se mettre d'accord, sous direction US, pour pouvoir faire baisser le prix». La position française de l'époque contrecarrait ces tentatives. Mais le peu de succès rencontrée par cette politique et les pressions US allaient faire changer l'impérialisme français de position.

Avec la rencontre Ford-Giscard de la Martinique en décembre 74, l'impérialisme français s'alignait en grande partie sur les positions US, et acceptait la «nécessité» de se mettre d'abord d'accord entre pays capitalistes, avant les négociations. Depuis, il n'a cessé de favoriser de fait les manœuvres US, même s'il ne participe pas officiellement au cartel monté par Kissinger avec l'Agence Internationale de l'Énergie (A.I.E.) qui regroupe aujourd'hui sous la direction US, 16 pays impérialistes. Quand Kissinger a menacé d'intervention armée les pays producteurs de pétrole, pas un mot du gouvernement français pour condamner ces pressions. Quand Kissinger a proposé de faire participer directement l'A.I.E. à la Conférence Internationale, Sauvagnargues s'est contenté de dire qu'il s'agissait là d'un «problème psychologique».

Tout en faisant quelque bruit sur sa prétendue indépendance par rapport à l'impérialisme US, l'impérialisme français manœuvre auprès des pays producteurs pour leur faire accepter le point de vue US sur le déroulement de la négociation. Devant le refus catégorique du représentant américain à l'A.I.E. de traiter de l'ensemble des problèmes des matières premières et du développement économique, tente de «concilier» les positions en proposant d'établir un «ordre de priorité», ce qui éviterait de

compromettre complètement la tenue même de la conférence, mais permettrait en fin de compte de ne parler que du pétrole, et de repousser à on ne sait quand la discussion sur les autres matières premières. Tout en paraissant accepter un ordre du jour tenant compte de toutes les matières premières, il fait en réalité du pétrole le point central, fondamental, des négociations. Il maintient le principe de la triple représentation, qui n'est rien d'autre qu'une tentative de rompre ce front des pays du Tiers-Monde en tentant de mettre du même côté les pays capitalistes consommateurs et les pays du Tiers Monde non producteurs de pétrole sous prétexte qu'ils seraient tous victimes de la politique de l'OPEP. Cette politique n'est pas dans son fond contradictoire avec celle de l'impérialisme US.

Toutes ces manœuvres, les pays de l'OPEP les ont dénoncées comme une ruse grossière. Dans cette bataille, l'impérialisme US, l'AIE et l'ensemble des pays impérialistes ont d'ores et déjà essuyé une énorme défaite. Les pays du Tiers-Monde, unanimes, affirment leur appui inconditionnel à l'OPEP et à sa position sur la Conférence : la seule discussion possible doit porter sur l'ensemble des matières premières, la question du pétrole ne doit pas être isolée. C'est ce qu'ils ont affirmé à Dakar, lors de la conférence des non-alignés élargie sur les matières premières, à Genève à la 8ème session de la CNUCED (commission du développement économique de l'ONU), à Alger, à la conférence ministérielle des «77» (regroupant les pays du Tiers-Monde). Toutes ces réunions capitales pour l'avenir des pays en voie de développement parce qu'ils y affirment de plus en plus fort leur droit de récupérer leurs richesses nationales, leur volonté de s'unir dans cette lutte pour l'indépendance économique, la presse bourgeoise tâche d'en minimiser la portée. Les pays producteurs de matières premières refusent de contribuer au seul règlement du problème qui touche aujourd'hui principalement les pays capitalistes, l'énergie, et de continuer comme par le passé pour le reste, alors que le prix des matières premières ne cesse de baisser (-23% en un an) «l'équité et le réalisme veulent que le règlement de la crise ne se limite pas à trouver une solution aux difficultés des pays industriels et laisse les pays du Tiers-Monde confrontés aux graves problèmes qui mettent en cause jusqu'à leur propre existence» déclarait Boumediène à la Conférence des 77 à Alger. C'est précisément ce que refusent les pays impérialistes, qui craignent par dessus tout l'exemple que constituent les succès remportés par l'OPEP surtout depuis 73. Dans le but de l'affaiblir et d'avoir en face d'eux un adversaire aux prises à des difficultés importantes, ils sont parvenus à mettre une grande partie des pays producteurs de pétrole devant des stocks considérables, qui les forcent à baisser leurs prix. Déjà plusieurs pays ont du baisser leur production (Abou Dhabi, Koweït, Iran, Libye, Irak, Algérie, Nigéria) ou leurs prix (Libye, Abou Dhabi). L'oléoduc Tapline, qui amène le pétrole séoudien à la Méditerranée, a du être fermé. De nombreux pétroliers restent vides au port. En France, les stocks couvrent aujourd'hui 4 mois de consommation. C'est une nouvelle attaque des pays impérialistes, mais comme les autres elle ne peut remettre en cause l'essor irréversible de la lutte des pays producteurs pour la récupération de leurs richesses.

Le 24.2.75

Monique CHERAN

semaine anti-impérialiste à Paris

Pour marquer le 21 février, journée anti-impérialiste depuis qu'en 1944 Manouchian, révolutionnaire arménien, et 22 camarades étrangers de différentes nationalités tombaient sous les balles nazies pour la libération de la France, notre Parti a organisé à Paris une grande semaine anti-impérialiste.

D'une part dans les quartiers, les lycées, les foyers de travailleurs immigrés, les FJT, une suite de réunions-débats publiques avec projection de films, de montages-diapos, d'expo-photos... ont eu lieu pour soutenir la lutte des peuples du monde : Palestine, Vietnam, Tchad, Chili...

D'autre part s'est tenu au 44 rue de Rennes un meeting chaque soir sur un sujet différent. Le 18 février, un public enthousiaste et militant a affirmé son soutien à la lutte des peuples de Palestine et d'Oman, pour l'écrasement du sionisme, de l'impérialisme et de la réaction, pour le départ des troupes du Shah qui agressent le peuple oman.

Le 19 février nous avons pu approfondir notre connaissance de la situation au Portugal, dans les colonies portugaises et du Sahara espagnol. Ce meeting a été l'occasion de dénoncer les manœuvres des superpuissances qui luttent avec de plus en plus d'apreté pour se partager la domination du monde face à la volonté du Tiers-Monde de s'affirmer comme une force politique avec laquelle il faut compter.

Le 20 février a été l'occasion de rappeler le glorieux combat mené par les résistants en France sous l'occupation nazie. Un camarade du FRAP a rappelé la participation des anciens des Brigades Internationales et des républicains espagnols à la lutte contre l'occupant nazi. Au cours de ce meeting, un débat animé a permis de voir quelles leçons nous devons tirer aujourd'hui de cette période, de la trahison de la lutte de tout un peuple lorsque Thorez appela à rendre les armes. Comme l'a déclaré notre camarade André Roustan : «Quand nous avons pris les armes, c'était aussi avec la conviction qu'après la Libération, nous pourrions construire une autre société, une société socialiste».

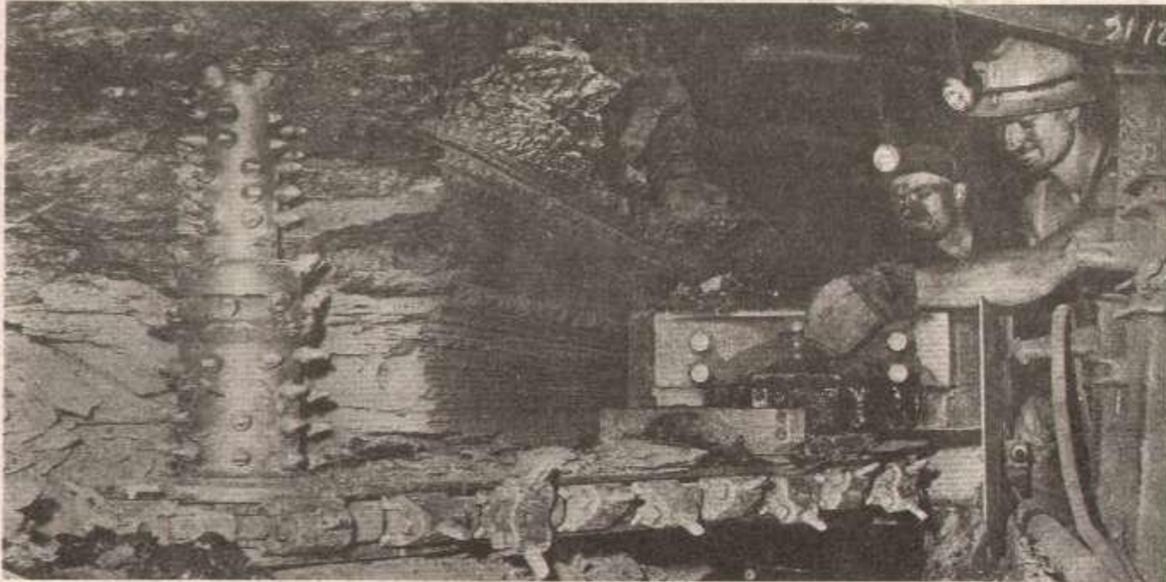
Pour clore cette série de meetings, un cercle «Que faire» sur la question «Impérialisme, social-impérialisme, hégémonisme et lutte révolutionnaire en France» a permis d'affirmer les positions de notre Parti sur la situation dans le monde et les tâches qui en découlent pour les marxistes-léninistes en France. Le débat fort intéressant qui a suivi a rencontré un écho positif. Il était clair pour les participants que l'ennemi à abattre pour les révolutionnaires en France, c'est l'impérialisme français qui exploite la classe ouvrière et les travailleurs de France, qui opprime les peuples des colonies et néo-colonies françaises. Il était clair aussi que c'est dans le cadre de ces tâches de la révolution en France, qu'il faut intégrer notre travail de dénonciation des 2 superpuissances, et du danger de guerre mondiale qu'elles font courir aux peuples du monde : la lutte pour la paix est partie intégrante de la perspective du socialisme.

Pour terminer cette semaine anti-impérialiste impulsée par le PCR (m-l) et soutenue par diverses organisations dont les Cercles Jeunesse du PCR (m-l), les CIP, le FRAP, l'Union des Etudiants Iraniens en France..., une vibrante manifestation a défilé dans un quartier populaire de Paris. Elle a été l'occasion d'affirmer la convergence de la lutte des peuples du monde vers la révolution mondiale, d'appeler le peuple de France à renforcer ses liens avec les peuples en lutte pour abattre l'impérialisme.

A bas l'impérialisme français !
A bas l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique !
Vive les luttes de libération nationale !
Vive la lutte des peuples du Tiers-Monde !
L'avenir appartient au peuple du monde !

PREPARATION DU TRIBUNAL POPULAIRE

2 mineurs de la Commission Populaire d'Enquête expliquent à Front Rouge comment ils mobilisent pour le tribunal



Dans le cadre de la préparation du Tribunal Populaire, nous avons été voir deux membres de la Commission Populaire d'Enquête, Gérard 25 ans, 9 ans de fond, abatteur à la fosse 4, Roland 43 ans, 28 ans de fond, abatteur à la fosse 7. Voici des extraits des interviews qu'ils ont données à notre journal.

Chez Gérard, nous sommes accueillis avec chaleur, et le débat s'engage autour du café-bistouille, traditionnel dans le Nord.

FR: Pourquoi avez-vous lancé l'idée du Tribunal Populaire?

Gérard: C'est pour venger les 42 camarades, pour que la sécurité soit faite au fond pour tout le monde, il faut que les Houillères reconnaissent qu'elles sont fautives... Si le tribunal réussit, ça sera une belle chose, alors il y aura du changement dans les Houillères, d'ailleurs il commence déjà à y en avoir, il faut qu'il y ait respect de la sécurité surtout par la maîtrise, il faut moins pousser au rendement et faire plus de sécurité, par exemple dans mon chantier, il faudrait plus de personnel pour les travaux difficiles. Quand le terrain n'est pas bon, ce qui arrive, ceux qui ne sont pas dans le «gâteau» comme on dit, ils avancent moins, donc leur salaire baisse...

FR: Quelles sont les réactions à l'idée du Tribunal Populaire?

Gérard: Quand on leur parle, les camarades disent que c'est bien, qu'il faut du changement, mais ils n'osent pas encore s'aventurer tout de suite sans voir où ça va aller. Mais ce qu'il y a de neuf, c'est que dans l'ensemble on ne se laisse plus faire comme avant pour la sécurité. Hier par exemple pour le soutènement, il manquait du matériel, le porion a dit «débrouillez-vous, mais il faut avancer», les gars ont répondu «la sécurité avant tout, fais venir le matériel». On a buqué (dynamité), le chef de taille a fait «ahue» (au boulot), les gars ont répondu «tu n'as

pas le droit de dire ahue tout de suite, il faut attendre que le boute-feu aille voir si toutes les amorces ont explosé». On s'est engeulé, mais le chef a du céder... Aujourd'hui les gars commencent à se rendre compte que c'est eux la sécurité... Avant dans mon équipe, c'était chacun pour soi, maintenant il y a beaucoup plus de solidarité. La fois passée, le porion a voulu donner un billet et faire remonter un copain, on a fait bloc et on a dit qu'on remontait avec lui, il a du céder... Pour le Tribunal, il va falloir se battre pour amener les gars, mais si ça marche on sera beaucoup plus unis qu'avant, on pourra mieux se défendre et beaucoup verront que la lutte est possible; c'est pour cela que je dis: il faut oser accuser les Houillères, il faut qu'on soit nombreux à relever la tête, les autres suivront. Si on réussit le Tribunal Populaire, on sera plus respecté, ça contribuera plus à nous unir.

En allant chez Roland, dans le coron, la rue c'est un chemin pierreux, car les Houillères qui possèdent les maisons et les voiries refusent de goudronner les rues comme il serait normal. Le camarade nous reçoit en prenant son petit déjeuner; autour de lui sa femme et ses enfants qui écoutent et participent à la discussion.

FR: Que penses-tu du Tribunal Populaire?

Roland: Je pense que c'est une bonne chose, parce qu'il faut qu'on se défende. Je reviens toujours là-dessus, le Tribunal ça va changer, d'abord sur la sécurité, et surtout le manque de respect envers l'ouvrier, parce que certains porions et même chefs de taille, qui se croient une catégorie supérieure à la nôtre, veulent nous imposer de travailler sans sécurité. Par exemple, hier on travaillait dans une pente à 40° et on ne fait pas d'arrêt-barrage, si bien qu'on est à la merci de pierres qui dévalent et on risque l'accident. Il y a même des têtes

de télégrismètres qui restent là par terre sans être branchés... la teneur en grisou n'est donc pas mesurée... Le Tribunal ça va donner le moral aux mineurs, les faire réfléchir sur la sécurité et contraindre les Houillères et surtout la médecine des Houillères à respecter certains mineurs silicosés qu'on envoi encore en taille aujourd'hui...

FR: Comment le Tribunal Populaire est-il vu par les mineurs?

Roland: Les gars ils y voient un petit peu mieux, car au début, ils se demandaient ce que c'était, ils jugent qu'on pourra faire une amélioration de notre défense contre les agents de maîtrise car aujourd'hui dans de nombreux cas, on est obligé de se défendre tout seul, car les délégués quand on a besoin d'eux, ils ne sont jamais là.

Les mineurs vont être défendus par quelque chose de valable, avec ceux qui vont témoigner au Tribunal Populaire. Ça va encore faire avancer leur jugement sur ce qu'on subit dans les mines. Car les mineurs ils ont bien vu dans les tracts et les bulletins de la Commission Populaire d'Enquête que c'étaient eux qui parlaient, et c'est pour cela que certains aujourd'hui commencent à comprendre; par exemple, dans mon chantier au début on était presque divisés parce que le porion voulait nous payer à 3 prix différents, on s'est défendus, aujourd'hui on travaille au même prix. On est pour ainsi dire relié par un même idéal et les gens ils sont d'accord sur le Tribunal, ils viendront d'ailleurs à la prochaine réunion de la Commission Populaire d'Enquête. Mais il y en a qui hésitent, parce que certains délégués dénoncent le PCR (ml) en racontant tout un tas d'histoires: qu'il est venu pour ramasser l'argent des veuves... au début ça pouvait peut-être prendre, mais maintenant les mineurs ont jugé le contenu des tracts et vérifié que ça

Qui retient l'argent versé pour les veuves des 42 ?

Divers éléments nous ont été fournis par «l'association de défense des victimes» constituée au lendemain de la catastrophe, sur la situation faite aux veuves de la catastrophe par les Houillères, éléments qui montrent ce que valent les promesses des Houillères faites au lendemain de la catastrophe. Aujourd'hui un ensemble de ragots sont véhiculés contre les veuves, dans les coron, ragots selon lesquels avec les sommes collectées, «les veuves crouleraient sous les millions». Ces ragots n'ont qu'un but, isoler les veuves du reste des mineurs, faire oublier la responsabilité des Houillères dans l'assassinat des 42.

A ce sujet, un des responsables de l'association nous a fort justement rappelé:

- 1) l'ampleur des sommes collectées manifeste l'ampleur spontanée de la solidarité de l'ensemble de la classe ouvrière.
- 2) si aujourd'hui des millions ont été collectés, les veuves n'ont quasiment aucun regard dessus. Ce sont les pouvoirs publics des municipalités et les différents organismes collecteurs qui décident de l'octroi de l'argent. Ainsi, selon la presse, des crédits auraient été débloqués par la CECA, aujourd'hui, d'après les témoignages, ces veuves n'en n'ont pas encore vu la couleur.
- 3) sur l'ensemble de l'argent collecté, les veuves n'en ont vu qu'une infime partie.
- 4) mais ce qui est surtout scandaleux c'est que tout est organisé par les Houillères pour voler les veuves par tous les bouts.

ainsi plusieurs ont eu la surprise en

recevant la dernière fiche de paye de leur mari (celle de décembre 74) de voir qu'une ou deux journées étaient retenues pour «absence sans garantie». Après avoir demandé des comptes aux Houillères, elles ont finalement appris qu'il s'agissait d'erreurs.

... S'il n'y avait pas eu de réclamation, c'était autant d'empêchement pour les Houillères pour lesquelles il n'y a pas de petit profit (qu'on se souviennent du piquet d'honneur de l'enterrement, obligé à la fin de la cérémonie de rendre les bleus neufs touchés juste avant). Quant aux trois derniers jours de décembre, ceux après l'accident, ils sont également portés «absents sans garantie».

Mais le problème le plus important pour les familles est celui du charbon, «c'est un vrai scandale qu'il faut dénoncer largement» nous déclare les responsables, les familles (comme d'ailleurs toutes les veuves et les retraités des mines) se retrouvent avec seulement 2,7 T de charbon pour l'hiver au lieu de 6 T pour un mineur en activité (maîtrise 9T, ingénieur 12T) ce qui est déjà limité. Ainsi des familles dont le père a été tué le 27.12 ont déjà dû racheter du charbon. D'autres comme cette dame du coron de la fosse 12 a dû déboursier pour acheter 600 Kg d'antracite, «c'est elle qui a le plus petit tas de charbon de la rue, c'est elle qui a payé le plus», «c'est ça les Houillères» s'indignaient des voisins écoeurés; comme disait une veuve de la catastrophe «on nous a tué notre mari pour du charbon et après on n'a même pas de quoi nous chauffer!».



les défendait mieux que les syndicats. Ils ont confiance aussi parce qu'ils voient des mineurs s'engager. Mais pour aller plus loin il faut que d'autres mineurs compétents et expérimentés se mettent aussi avec nous, qu'on soit plus nombreux encore décidés à nous défendre et à défendre les camarades. Mais aujourd'hui ça commence à

réfléchir, avec les Marocains aussi on se comprend mieux parce que l'ouvrier marocain il arrive mieux à se faire comprendre et à nous comprendre, et souvent aussi ils envoient «galeter» le porion, comme on dit. Si on réussit à amener beaucoup de mineurs on sera plus unis et on pourra mieux se défendre et défendre les camarades.

la politique
des Houillères
amendes,
déplacements,
punitions,
division des
mineurs

Peux-tu expliquer quels sont les moyens de répression des Houillères aujourd'hui?

Gérard: D'abord ils dispersent les gars, quand on est trop familiarisé l'un avec l'autre, ils changent de quartier, de taille, et même de fosse ça c'est déjà vu.

Ils mettent aussi des amendes: un coup je quittais le travail en fin de poste, il y avait encore du boulot, les gars du poste d'après-midi étaient descendus, le porion m'a dit: «reste, faut boiser», j'ai refusé, il m'a dit: «tu auras 2 F d'amende»... Pour la casse aussi ils punissent: un bac cassé, c'est 5 F d'amende... j'ai un copain il a eu 30 F en un mois, ça fait beaucoup...

Ils répriment aussi en retranchant sur les prix des tâches; par exemple tu n'as pas nettoyé ton parcours, parce que tu n'as pas eu le temps, parce qu'on est pas assez! le porion passe, et te dit tu ne seras pas payé, le nettoyage, ça fait 10 F sur ta journée qui saute...

Et les gars en punition ?

Gérard: Une fois, j'avais trop de travail, trop de bidules, (piles de soutènement marchant) à bouger et il fallait arroser en plus; j'avais pas le temps par manque de personnel, le porion m'a puni, il m'a changé de quartier il m'a mis dans une taille dangereuse où il y avait des éboulements, et mon salaire a baissé de 20% parce que d'abord il y avait moins de rendement: au lieu de faire 4 passes, on en faisait une. A Six Sillons, on arrivait à faire 90 F dans la journée, et à Marthe on était au barème de 50 F par jour: il y avait des éboulements, on passait la journée à renforcer les piles et à nettoyer à la pelle la terre qui tombait, de plus

pour garnir, il fallait pas avoir peur car le risque d'éboulement était continu. Il y a aussi le changement de poste: «t'es pas content, tu seras 6 mois de nuit». Ils l'ont fait plusieurs fois. Ou alors un gars à l'abattage qui gagne bien, ils le mettent au bricolage au barème... ou alors au reboisement (pour creuser les bowettes qui se tassent), et alors tu passes ta journée à la pelle et au piqueur au barème.

C'est surtout par le rendement qu'ils nous tiennent, les gars ont souvent peur d'être déplacés, car ils perdent beaucoup sur le salaire. Ce qui joue aussi, c'est qu'on se connaît pas beaucoup entre chantiers, à peine si on échange quelques mots quand on remplace les équipes.

Heureusement aujourd'hui les mineurs ne se laissent plus faire. Ça commence à se révolter.

Roland: Aujourd'hui, c'est pas la division qu'ils cherchent tellement, c'est la pression; maintenant pour une taille qui fait 100 m, il y a 2 porions, un chef de taille et un mineur pour 3 ouvriers, il faut les payer ces gars-là, ils sont derrière nous pour toujours nous pousser, ils nous empêchent même de nous reposer 5 mn toutes les heures comme c'est réglementaire et maintenant on arrête plus le rabot quand on fait briquet si bien qu'on mange dans la poussière à tour de rôle...

Mais chez nous aussi, ça commence à discuter au fond, le porion veut l'avancement, nous on veut la sécurité. Dans mon équipe on commence à nouveau à être unis comme avant où quand le porion voulait en punir un, on répondait tous.